



RAPPORT
D'ACTIVITÉS

2021

APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 24 JUIN 2022

L'INSTITUT
PARIS
REGION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Fouad Awada

DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION

Sophie Roquelle

RÉDACTION

Marie-Anne Portier

DIRECTION ARTISTIQUE

Olivier Cransac

MAQUETTE

Agnès Charles

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE

Inès Le Mélédo, Julie Sarris

FABRICATION

Sylvie Coulomb

RELATIONS PRESSE

Sandrine Kocki

sandrine.kocki@institutparisregion.fr

REPROGRAPHIE

Jean-Paul Martinez

Juin 2022

ISSN 1263-2430

ISSN ressource en ligne 2262-2551

ISBN 978-2-7371-2330-6

© L'Institut Paris Region

Tous droits de reproduction,
de traduction et d'adaptation réservés.

Les copies, reproductions, citations
intégrales ou partielles, pour utilisation
autre que strictement privée

et individuelle, sont illicites sans
autorisation formelle de l'auteur
ou de l'éditeur.

La contrefaçon sera sanctionnée
par les articles 425 et suivants du code
pénal (loi du 11-3-1957, art. 40 et 41).

Dépot légal : 2^e trimestre 2022.

L'Institut Paris Region

15, rue Falguière

75740 Paris Cedex 15

01 77 49 77 49

www.institutparisregion.fr

ÉDITO

On pensait que l'année 2021 marquerait la fin de la pandémie, il n'en fut rien. Nous avons subi une troisième vague de janvier à fin avril, puis une quatrième à l'automne. Il a fallu de la créativité et de la ténacité pour maintenir le lien social et la capacité d'interagir et de travailler dans la sérénité, malgré la distanciation physique, la succession de mauvaises nouvelles, les incertitudes et les angoisses individuelles et collectives. Grâce à ces efforts, aussi bien du personnel que de la direction, la résilience fut au rendez-vous, et les objectifs furent remplis, comme en attestent les pages qui suivent.

L'Institut aura ainsi, à nouveau en 2021, fait avancer l'action collective des acteurs franciliens sur plusieurs fronts qui nécessitaient son expertise. Il a identifié, dans le cadre du SRDEII, les zones de reconquête économique appelant une action ciblée de la Région ; il a inventorié 2 700 friches potentiellement mobilisables pour des projets, œuvré à l'émergence du RER Vélo, recensé les 35 secteurs clés pour restaurer les continuités écologiques régionales, animé les clubs d'acteurs des ENR, indiqué précisément les territoires de grande couronne qui vont bénéficier de l'arrivée du GPE, bouclé avec la MGP le SCOT métropolitain, appuyé les PNR dans la révision de leurs chartes, conçu des projets fédérateurs de renaturation en petite couronne, donné à voir l'évolution presque en temps réel des déplacements par mode, identifié les territoires les plus affectés par les nuisances environnementales, formé des dizaines d'élus, de techniciens, d'apprentis, de stagiaires...

Et il a, comme à son habitude, anticipé en 2021 les missions qui seraient les siennes en 2022, en investissant les chantiers majeurs que sont l'élaboration du SDRIF-E, la prise en charge de l'exposition francilienne à la BAP 2022, la préfiguration de NATURA, ou encore l'élaboration du Plan régional projeté pour l'adaptation au changement climatique.

Le présent rapport d'activités annuel est le sixième qu'il m'est revenu de présenter à l'instance délibérative de L'Institut. À partir de 2022, L'Institut Paris Region aura un nouveau directeur auquel je remets les clés de cette magnifique maison en lui souhaitant, ainsi qu'à toutes les équipes que j'ai eu le privilège de faire travailler ensemble, le meilleur au service de nos concitoyens. Il lui revient désormais de goûter au plaisir de mesurer, année après année, avec le rapport d'activités, le chemin parcouru.

Fouad AWADA
Directeur général

SOMMAIRE

URBANISME ET TRANSPORTS	4
Aménagement et foncier	5
Mobilités et transport	7
Territoires	9
ENVIRONNEMENT	12
Ressources naturelles, agricoles et biodiversité	13
Transition énergétique et urgence climatique	15
ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ	18
Développement économique	19
Habitat et population	21
Santé	22
Sécurité	24
Sport	25
FORMATION, CARTES ET DONNÉES, COMMUNICATION	26
Formation et recherche	27
Géomatique et représentations de la donnée	28
Communication et documentation	29
VIE DE L'ENTREPRISE	30
LISTE DES PUBLICATIONS	32
HORS PROGRAMME PARTENARIAL	35
LES MEMBRES DE L'INSTITUT PARIS REGION	36



Paul Leroart/L'Institut Paris Region

URBANISME ET TRANSPORTS

De la définition du projet urbain à la planification intégrée, stratégique et réglementaire, L'Institut intervient sur tous les fronts de l'aménagement et à toutes les échelles territoriales. Il accompagne les collectivités dans leurs évolutions spatiales, écologiques et institutionnelles, vers une Île-de-France circulaire, résiliente et plus sobre dans sa consommation foncière.

AMÉNAGEMENT ET FONCIER

VERS LE SDRIF-E

Pour répondre à l'urgence climatique et aux nouvelles aspirations des Franciliens, la Région Île-de-France a donné à la révision de son schéma directeur une orientation résolument environnementale. L'Institut a été missionné pour engager une vaste consultation des acteurs, afin d'initier ce nouveau récit régional et esquisser l'aménagement d'un territoire ZAN (Zéro artificialisation nette), ZEN (zéro émissions nettes), circulaire et résilient à l'horizon 2040-2050. Du 30 mars au 14 avril 2021, six webinaires diffusés en direct ont donné la parole au milieu institutionnel, associatif et entrepreneurial, ainsi qu'à des universitaires et des chercheurs, autour de cinq axes de réflexion : habiter, travailler et produire, s'approvisionner, se déplacer et bien vivre. La dernière rencontre a tiré les enseignements de ces consultations afin de renouveler l'exercice de planification régionale. Les 41 intervenants mobilisés ont réuni plus de 800 participants. Ils ont été suivis d'un dernier temps d'échanges interpellant plus directement le renouvellement de l'exercice de planification régionale. Parallèlement, 5 interviews-cadres, diffusées en podcast, ont été réalisées et 18 contributions de personnes morales publiées. Les enseignements majeurs issus de ces consultations ont été réunis sous forme de synthèse.

Au premier semestre, une étude sur les trajectoires ZAN a établi les déterminants de la consommation d'espace en Île-de-France et permis d'évaluer les besoins fonciers y afférents, dessinant ainsi de premières options pour répondre à l'objectif ZAN. Des travaux sur l'évaluation de l'armature territoriale du schéma directeur de 2013 et sur le modèle de développement des entités géographiques (extension, renouvellement, évolution de l'occupation du sol) a permis de mieux appréhender la diversité des « agglomérations des pôles de centralité » dont le rôle est de mailler l'espace rural et de concourir au renforcement du polycentrisme régional. Une approche benchmark a identifié quelques bonnes pratiques utiles aux enjeux portés par le futur schéma directeur « environnemental » (SDRIF-E).

Au second semestre, l'ensemble des équipes de L'Institut a été mobilisé pour

identifier les enjeux à intégrer dans le futur SDRIF-E. Sur cette base, une note d'enjeux explicitant les différents sujets, leurs interactions et les impacts possibles au regard des ambitions régionales exprimées dans la délibération de mise en révision du SDRIF a été rédigée et transmise à la Région.

PRÉPARATION DE LA BAP! 2022

La deuxième édition de la Biennale d'architecture et de paysage (BAP) se tient à Versailles du 14 mai au 13 juillet 2022. L'Institut a assuré la mission de commissariat et de maîtrise d'ouvrage de la scénographie pour concevoir l'exposition présentée au sein du « pavillon francilien » de la Biennale sur le site de l'ancienne poste de Versailles ; la préparation des contenus de l'exposition au sein du « pavillon francilien » de la Biennale ; la participation à l'élaboration de la programmation des débats et conférences qui auront lieu pendant toute la durée de la Biennale, en concertation avec la Région et le commissaire général.

Parallèlement, L'Institut a soutenu les Écoles d'architecture et du paysage de Versailles, leur permettant de produire leurs propres expositions. L'exposition francilienne montée par L'Institut, visible jusqu'à la mi-juillet 2022, s'avère ambitieuse et surprenante, illustrant la richesse des sols franciliens et leurs multiples usages. Baptisée « élément Terre », elle explore trois dimensions : le socle naturel de la région (cette terre qui nous façonne), les usages des sols (urbanisation/renaturation) et de la terre



DATA CENTERS

Avec l'explosion de la numérisation de l'économie et des échanges de données, la crise sanitaire a confirmé l'accroissement de l'empreinte spatiale et environnementale des data centers. Dans une *Note rapide* parue en mai 2021, L'Institut présente des expériences menées en Europe susceptibles de nourrir les réflexions sur une stratégie d'accueil adaptée à l'Île-de-France.

LES FRANGES FRANCILIENNES

L'élaboration des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sradet) réinterroge les coopérations interrégionales entre l'Île-de-France et les régions du Bassin parisien, et surtout les initiatives partagées de proximité que les franges peuvent développer. Une *Note rapide* s'est intéressée au potentiel de ces territoires en tant que levier de coopération interrégionale.



(architecture, économie circulaire). Une maquette en terre vivante de la vallée de la Seine au format XXL (6 mètres sur 2,5 mètres) a été construite, des visites photographiques immersives ont été élaborées en vue de projections dans une salle obscure, des postes de consultation cartographique ont été préparés. Le pavillon francilien accueillera également un stand consacré à la révision du schéma directeur régional.



FRICHES ET SOBRIÉTÉ FONCIÈRE

Dans la continuité du cycle d'ateliers organisé en 2020 visant à structurer la démarche « Zéro artificialisation nette » (ZAN) en Île-de-France, L'Institut a décliné l'objectif ZAN à travers différents travaux afin d'identifier les leviers à actionner pour tendre vers une production de logements et d'équipements moins consommatrice d'espaces naturels, agricoles et forestiers, qu'il s'agisse de la production HLM, du développement de l'habitat dans les bourgs et villages ou de la requalification des friches. L'Institut a demandé aux étudiants du Master 2 Environnements urbains de l'École d'urbanisme de Paris (EUP) d'enquêter sur le rôle des aménageurs dans l'application de l'objectif ZAN en produisant un guide pratique.

L'observatoire des friches franciliennes, créé en janvier 2020, a pour objectif d'éclairer les politiques de la Région, de ses partenaires dans le cadre du plan friches (EPFIF, SAFER, AEV, Banque des territoires) et des collectivités locales. Ses premiers résultats ont été dévoilés à la presse en octobre 2021.

L'Île-de-France compte plus de 2 700 friches, dont près de 800 à Paris et en petite couronne, totalisant une superficie de 4 200 ha, soit l'équivalent de près de la moitié de la surface de Paris. En complément de cette base de données en constante co-construction avec les collectivités, L'Institut s'est lancé dans le développement d'un outil, dénommé Cassius (Contribution à l'appariement spatial des sites et des usages), permettant de déterminer en fonction d'une centaine de critères l'usage le mieux adapté aux caractéristiques de chaque site.

En 2021, il a par ailleurs continué à participer à l'examen des candidatures de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Reconquérir les friches franciliennes » et à l'accompagnement des projets par des propositions programmatiques et opérationnelles...

URBANISME TRANSITOIRE

Afin de conforter son positionnement en tant qu'acteur clé de la transformation des villes et sa volonté de jouer le rôle d'incubateur de nouvelles pratiques, la Région déploie, sous la forme d'AMI, un dispositif de « soutien à l'urbanisme transitoire » mis en place par un vote en conseil régional le 16 juin 2016. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du volet territorial du contrat de plan État-Région 2015-2020. Cinq ans après la mise en place de ce dispositif (74 lauréats sélectionnés au cours de 9 AMI et plus de 6,20 M€ de subventions attribuées), L'Institut a été chargé de procéder à son évaluation. En raison du contexte pandémique, le recueil d'éléments s'est opéré principalement par le biais d'entretiens, complétés par une étude documentaire. Au total, une quarantaine d'entretiens ont passé en revue dix-sept des sites aidés par la Région. Après une analyse approfondie de l'efficacité des projets et de leurs impacts, le rapport suggère vingt pistes d'amélioration du dispositif régional, établies à partir des réflexions portées par les acteurs rencontrés au cours de l'étude. Elles sont ventilées selon le fil chronologique de la vie des projets : conditions d'accès à l'aide financière, mise en œuvre des projets et, enfin, la valorisation et l'animation du dispositif. La Région a adopté, en janvier 2022, plusieurs évolutions du règlement d'intervention de ce dispositif afin de lever certains freins qui avaient été pointés par le rapport d'évaluation.

BASE ESPACES PUBLICS ET MOS 2021

L'Institut a lancé en 2021 la nouvelle campagne de mise à jour du Mos (mode d'occupation des sols), inventaire numérique régional de l'occupation du sol depuis 1982. Pour ce nouveau millésime, L'Institut a fait l'acquisition d'une orthophotographie numérique en couleur de l'ensemble de la région (produite par l'IGN), correspondant à l'été 2021. La phase de photo-interprétation a été réalisée par le prestataire CLS. L'ensemble de cette nouvelle version a subi plusieurs contraintes techniques et météorologiques qui n'ont permis une livraison qu'en février 2022. Les mises à jour des applications et données dérivées devraient avoir lieu en 2022.

Croisée avec MOS, la nouvelle base espaces publics permettra un découpage plus fin et plus précis des parcelles et offrira également des résultats statistiques plus conformes en termes d'occupation du sol. Cette base visait initialement à cartographier les espaces liés aux voiries, mais il est vite apparu nécessaire de différencier les chaussées et leurs dépendances (trottoirs, talus, places...) et d'élargir l'analyse, afin de caractériser certaines composantes du domaine public et de nettoyer les bases de données mobilisées. L'objectif est de concevoir une base indépendante pouvant servir de support à des analyses, thématiques ou spatiales, qu'elles soient régionales ou territoriales. Dans cet outil, les espaces publics sont entendus comme des lieux non bâtis, accessibles librement par le public et aménagés dans cette optique.

PROJETS PILOTES POUR UNE MÉTROPOLE-NATURE

Dans le cadre de cette démarche exploratoire entreprise avec l'appui de la Région Île-de-France, de la Métropole du Grand Paris et de l'Agence des espaces verts, L'Institut a proposé quatre projets de mise en valeur de continuités paysagères, écologiques et de mobilités actives, dont deux ont été étudiés plus avant : le « Grand Parc des Trois plateaux de l'Est parisien » et le « Parc naturel urbain des Trois Vallées ». Issus d'un travail de repérage mené en 2021, deux cartoguides explorent les enjeux et les potentialités de mise en valeur de ces territoires.

MOBILITÉS ET TRANSPORT

MISE EN PLACE DU RER V

Élaboré en pleine crise sanitaire avec l'appui technique de L'Institut, le RER V (Réseau express régional vélo), réseau structurant de 650 km de pistes cyclables sécurisées, doit offrir une alternative nouvelle à une partie des usagers de la voiture et des transports en commun. En 2021, L'Institut a participé aux côtés de la Région aux travaux sur la mise en place complexe du réseau. Il a également été mobilisé dans le cadre de la pérennisation de pistes provisoires préfiguratives réalisées en sortie de crise. L'Institut a continué à mettre à jour sa base de données sur le réseau cyclable, à suivre la fréquentation des pistes et à jouer le rôle de facilitateur dans la mise en œuvre des politiques vélo sur les territoires.

SUIVI DE LA MOBILITÉ

Lancé en novembre 2020 afin de suivre et d'analyser le comportement des usagers dans un contexte de crise sanitaire, le Tableau de bord de la mobilité s'inscrit durablement dans le monde du transport en Île-de-France. Circulation routière, covoiturage, transports en commun, vélo, trafic aérien, motifs de déplacement : L'Institut collecte mensuellement des données issues de la sphère open data, de plates-formes en ligne ou de ses partenaires, avant de les partager sous forme de graphiques interactifs commentés.

Le suivi de la mobilité s'effectue également par deux autres biais : d'une part l'enquête de comportements menée par Inov360 avec un collectif d'une trentaine de partenaires (quatre vagues en 2020, deux en 2021), d'autre part un projet d'enquête innovante initié au dernier trimestre 2021 en partenariat avec la Région et une dizaine d'autres partenaires, de suivi des déplacements des Franciliens par GPS. Cette enquête mobilité par GPS (EMG) devrait avoir lieu à l'automne 2022.

Une base de données d'indicateurs a par ailleurs été créée pour la Région afin de repérer des « fractures » territoriales en matière de mobilité et de transports : parts modales, durées de déplacements, accessibilité aux emplois par mode, motorisation et budgets transports des ménages, parc automobile classé par vignette Critair, actifs et emplois télétravaillables, densification. Les données

sont recueillies à l'échelle départementale et, lorsque c'est possible, intercommunale, depuis 2010.

FRET ET LOGISTIQUE

L'Institut accompagne la Région dans le suivi de la mise en œuvre de la stratégie fret et logistique en Île-de-France, notamment dans le suivi et l'analyse des solutions innovantes de la logistique du futur (*supply chain* et numérique) et en explorant de nouvelles sources de données pour mieux connaître les flux du transport de marchandises en Île-de-France. Il a également suivi les projets de l'AMI « Accompagnement des territoires », dont neuf sur les données innovantes.

En vue de l'élaboration d'une stratégie interdépartementale entre les Yvelines et les Hauts-de-Seine, L'Institut a dressé un état des lieux du fret et de la logistique dans l'Ouest francilien.

À noter également, en 2021, une *Note rapide* sur le fret transmanche et l'axe Seine après le Brexit.

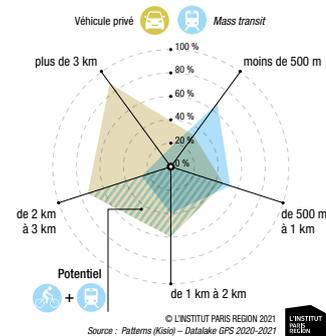
MASS TRANSIT

Une analyse et une localisation précise de la structure et de la dynamique du tissu économique ont été menées sur les pôles d'emploi stratégiques pour SNCF Transilien, en tenant compte des effets sur la mobilité professionnelle. En Île-de-France, près de sept emplois sur dix se concentrent sur 6 % du territoire. Cette polarisation s'accélère depuis 20 ans et affecte l'exploitation des transports



Vélo + mass transit, une intermodalité à fort potentiel

Choix modal sur le corridor Aulnay – Paris selon la distance à la gare



ferrés du quotidien, autrement dit le mass transit. Quels sont les principaux pôles d'emploi et leurs trajectoires de croissance? Quels enseignements peut-on tirer de leurs spécificités pour le dynamisme économique et le mass transit régional? En complément de l'étude, une *Note rapide*, parue en janvier 2021 a exploré ces questions.

En septembre 2020, L'Institut Paris Region, la Mass Transit Academy, SNCF Transilien et les bureaux d'études Kisio et Sustainable Mobilities ont publié une étude partenariale visant à éclairer le rôle joué par le mass transit dans le système global de mobilité francilien. Cette étude a été actualisée en 2021, afin de comprendre comment la mobilité francilienne avait évolué au cours de la crise sanitaire, quelles avaient été les dynamiques à l'œuvre et quelles évolutions allaient s'inscrire durablement en termes de mobilité.

À noter l'Observatoire EOLE mis en place avec SNCF Transilien en 2018 qui a été réactivé en 2021 pour faire un deuxième point d'observation de l'évolution du territoire desservi. Enfin une étude sur les impacts du prolongement de la ligne 4 au sud sur les prix de l'immobilier a été réalisée en partenariat avec la RATP.

L'AVENIR DES VOIES RAPIDES

Confrontées à la nécessité de changer leur modèle de développement, les métropoles européennes comme l'Île-de-France sont de plus en plus nombreuses à envisager de transformer leurs infrastructures autoroutières pour répondre aux enjeux d'un urbanisme social et écologique, support de la nouvelle économie urbaine.

Dans le cadre de la poursuite du programme d'études Avenues métropolitaines, L'Institut préside le groupe d'experts « From Roads to Streets » de METREX, en lien étroit avec les réseaux Eurocités et Urbact. Ce travail partenarial a pour objet d'identifier les enjeux et les conditions de la mutation soutenable de ces grandes infrastructures et de leurs territoires. Apportant une contribution au débat sur les « Routes du futur du Grand Paris », ce programme s'intéresse aussi à la manière dont les stratégies des États et l'Union européenne pourraient soutenir dans ce domaine la transition écologique des régions métropolitaines.

Un premier rapport réalisé en 2021 sera



enrichi et augmenté en fonction des échanges du groupe.

En Île-de-France, la forte saturation du réseau autoroutier rend la réalisation de voies réservées particulièrement stratégique. La Région souhaite construire une offre complémentaire aux transports ferrés en se fondant sur les modes routiers avec le développement du covoiturage et de lignes de bus express. Le schéma directeur des voies réservées en cours de révision et les réflexions sur les pôles d'échange multimodaux routiers permettent de garantir une logique d'ensemble au réseau et de prioriser la réalisation des tronçons les plus utiles pour l'amélioration des conditions de circulation.

L'Espagne et l'Angleterre ont précédé la France dans la réalisation de voies réservées au covoiturage et à la circulation des transports collectifs sur autoroutes et voies rapides urbaines. Ces voies existantes ou en projet montrent une grande diversité de formes et de modes de fonctionnement. Une analyse comparative menée par L'Institut en 2021 a permis de mieux cerner les avantages et inconvénients des options existantes, afin d'optimiser des solutions locales.

STATIONNEMENT POIDS LOURDS

Une première cartographie a été réalisée sur les aires de stationnement poids lourds réglementées et non réglementées ou « sauvages ». L'étude est prolongée en 2022 pour affiner les données déjà collectées sur les territoires de l'Essonne et des Hauts-de-Seine.

TRANSPORT AÉRIEN

Dans un contexte de crise majeure du transport aérien liée à la Covid-19 et de préservation de l'environnement et du climat, une note technique sur les perspectives du trafic aérien a été adressée à la Région début 2021.

En parallèle, L'Institut a mené une étude avec le consortium Orly International, le groupement d'intérêt public Défis métiers et Paris CDG Alliance sur les conséquences de la pandémie sur l'activité aérienne, aéroportuaire et aéronautique en Île-de-France.

MARCHE À PIED

La marche à pied occupe la part la plus importante entre tous les modes en Île-de-France et pourtant il ne fait pas l'objet d'autant d'attention que le mode vélo qui génère 20 fois moins de déplacements par jour ouvrable. Au dernier trimestre 2021, L'Institut a lancé une étude pluriannuelle sur la marche pour montrer que ce mode peut constituer un vrai levier dans les politiques de mobilité à l'échelle de la ville et des territoires. L'étude a commencé en définissant les conditions de « marchabilité » des espaces publics et de la voirie susceptibles d'encourager le report vers ce mode propre. Une chronique web a été mise en place sur le sujet.



TERRITOIRES

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

La Métropole du Grand Paris est un partenaire majeur membre de L'Institut. Les travaux 2021 ont été réalisés dans le cadre de la convention triennale conclue en 2019 et qui vient d'être renouvelée jusqu'en 2024. L'Institut accompagne la MGP dans la réalisation de ses documents stratégiques, notamment le SCOT métropolitain approuvé fin 2021. De nombreux travaux communs ont aussi été menés dans les champs du développement économique, de la biodiversité et de la nature en ville ou encore de l'énergie. L'Institut a également fourni un appui à l'articulation du plan vélo métropolitain avec le RER-V régional.

EPT ET EPCI

L'Institut a renforcé ses partenariats avec les territoires infrarégionaux, en accueillant de nouveaux établissements publics territoriaux (EPT) ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au sein de sa gouvernance et en intensifiant son appui à leurs stratégies urbaines et projets de territoires.

En 2021, il a poursuivi les travaux sur le Parc des hauteurs et réalisé l'Atlas d'Est Ensemble 2021. Avec l'EPT Vallée sud Grand Paris, il a finalisé l'étude foncière conduite en appui du PLUI et accompagné l'EPT Grand Paris Grand Est dans ses réflexions sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) en cours d'élaboration. Il a réalisé un portrait pour la révision du projet de territoire de Saint Germain Boucles de Seine. Une démarche de réflexion multipartenaire a été conduite sur l'axe routier de la RN118 autour des enjeux de mobilité en associant la Région, les CA de Paris Saclay et de Versailles Grand Parc, le département de l'Essonne mais également l'État (DRIEAT, DIRIF), l'EPA Paris Saclay et IDFM.

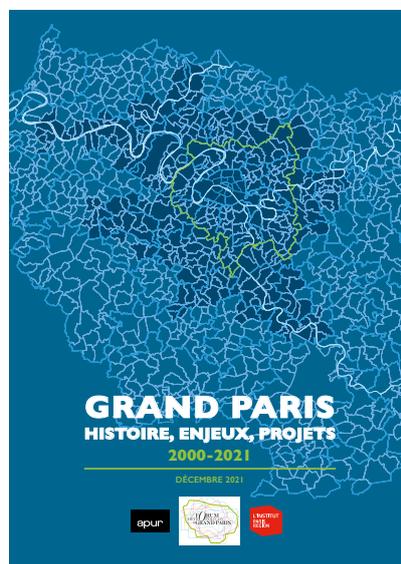
L'année 2021 a également permis de mettre au point une approche méthodologique sur les questions liées au ZAN et à la consommation d'espaces sur plusieurs territoires de l'EPI 78/92, des départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne.

Des travaux ont également été conduits avec l'EPT Grand Orly Seine Bièvre sur les questions de gouvernance autour de l'aéroport d'Orly, avec le GIP de Roissy Meaux Aéroport (77/95) sur le positionnement

économique en lien avec l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle et avec la CA et l'EPA de Paris Saclay sur la mise en convivialité de son campus universitaire dans le cadre d'une approche innovante et participative (« marches sensibles »). Une concertation a été engagée avec les départements sur les questions de démographie scolaire afin de permettre une approche consolidée de cette problématique et, à terme, d'élargir ce travail aux intercommunalités intéressées.

FORUM MÉTROPOLITAIN

L'Institut était le partenaire technique historique, avec l'Apur, du Forum métropolitain du Grand Paris, syndicat d'étude des collectivités de l'agglomération parisienne. Celui-ci a connu sa dernière année d'existence en 2021. À la demande des élus, L'Institut a réalisé, avec l'Apur, une étude-bilan de 20 ans d'histoire de la construction métropolitaine en Île-de-France et dans le Grand Paris. Ce document, intitulé *Grand Paris — Histoire, enjeux et projets* a paru fin 2021.



VALLÉE DE LA SEINE

En décembre 2021, la coopération des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine a publié une série de cinq cahiers thématiques intitulée « Enjeux et Perspectives » sur les sujets suivants : foncier d'activité économique et logistique ; intermodalité et décarbonation des flux ; tourisme durable ; dynamiques agricoles et alimentaires ; filières des matériaux de construction biosourcés.

Chaque cahier présente un diagnostic, le regard de partenaires, identifie des enjeux et préconise des actions.

GOVERNANCE DES MÉTROPOLES

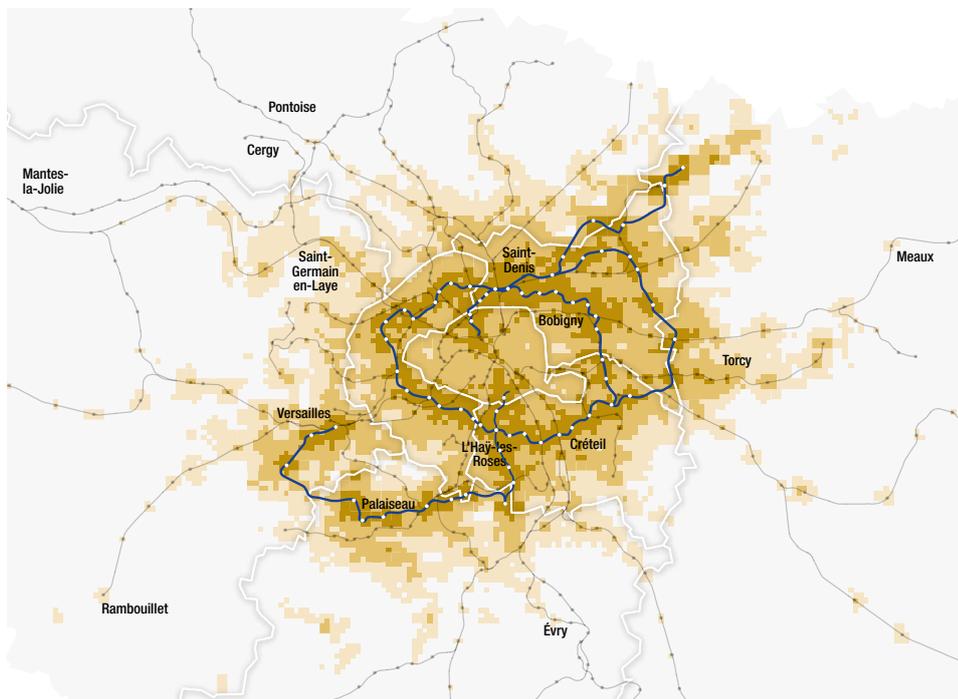
L'évolution de la gouvernance métropolitaine en Île-de-France est toujours en réflexion. Pour anticiper des mutations de ce système complexe, la compréhension des modèles d'autres villes mondes est particulièrement utile. Il a été décidé en 2021 de prioriser l'approche comparative sur des métropoles françaises, qui disposent d'organisations institutionnelles éclairantes pour l'Île-de-France et connaissent de fortes évolutions réglementaires et organisationnelles, en l'occurrence les métropoles de Lyon et d'Aix-Marseille-Provence.

FINANCES LOCALES

Les finances des collectivités locales connaissent des évolutions profondes dans le cadre national, mais également dans le contexte de la réforme de l'organisation institutionnelle de l'Île-de-France. Une série de trois chroniques Web a été publiée début 2021 pour décrypter les effets de la loi de Finances et fournir des éléments de contexte et d'ordres de grandeur concernant les collectivités franciliennes. Une étude spécifique a été menée sur les relations financières entre les collectivités et groupements du cœur d'agglomération (communes, ville de Paris, EPT, MGP) pour donner à voir les évolutions progressives depuis les réformes de 2014-2016, l'état des lieux après une mandature de mise en œuvre de la nouvelle organisation et identifier les enjeux pour l'avenir.

GPE ET GRANDE COURONNE

Une étude menée en partenariat avec la Société du Grand Paris s'est intéressée aux conséquences de l'arrivée du Grand Paris Express (GPE) qui reliera les principaux lieux de vie et d'activité de grande couronne (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, et Val-d'Oise) sans passer par Paris. Quel impact aura le nouveau métro en termes d'emplois, de tourisme, de loisirs et d'aménagement du territoire et comment aider les collectivités locales à anticiper les changements à venir ? En 2035, jusqu'à 2,6 millions d'emplois devraient être accessibles en



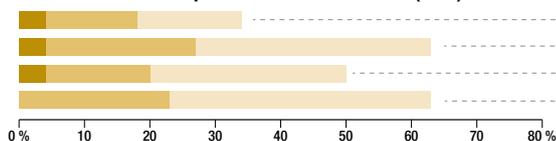
Les zones de rabattement vers le GPE à l'horizon 2035

Cette carte permet d'identifier le temps d'accès aux gares du GPE depuis les différentes zones d'Ile-de-France, en transport en commun, par tranche de 15 minutes. Les infographies précisent les populations et emplois inclus dans ces zones.

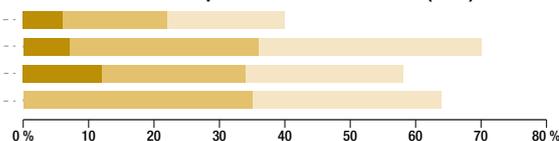
Temps de rabattement
de 0 à 15 minutes
de 15 à 30 minutes
de 30 à 45 minutes

© L'INSTITUT PARIS REGION 2021
Sources : IDFM, L'Institut Paris Region

Répartition des populations départementales selon leur temps de rabattement en transport en commun vers le GPE (2035)



Répartition des emplois départementaux selon leur temps de rabattement en transport en commun vers le GPE (2035)



60 min de transport en commun. Plus de la moitié de la population et près de 60 % des emplois de grande couronne auront accès au GPE en moins de 45 min. L'étude de L'Institut, parue en septembre 2021, propose une visualisation spatiale et une hiérarchisation des enjeux afin de valoriser l'existant, densifier de manière ciblée et organiser les rabattements pour tirer parti des gains d'accessibilité. Ses résultats ont donné lieu à la publication d'une *Note rapide* (n° 912).

Le développement du réseau du Grand Paris Express comme le prolongement d'Eole (RER E) aura des impacts directs sur les quartiers de gare des territoires concernés: rabattements, densification, configuration du bâti et des espaces publics, intermodalités. L'Institut a accompagné la préfecture de Région dans l'élaboration de la charte de vitalisation des 68 quartiers de gare du GPE. La charte porte une ambition commune d'aménagement des sites et propose des moyens et des outils pour sa mise en œuvre.

PNR

Révision, projet, évaluation, valorisation: L'Institut multiplie ses actions en faveur des parcs naturels régionaux (PNR). Il accompagne le Parc du Vexin français dans l'élaboration de sa charte. En 2021, il a contribué aux ateliers techniques et à la conférence de clôture, à la rédaction de la charte, à l'élaboration du plan du Parc et à l'évaluation environnementale en lien avec le bureau d'études qui en avait la charge. Dans le cadre de l'élaboration de la charte du projet de PNR Brie et deux Morin, il a porté appui au syndicat mixte d'études et de préfiguration, aux côtés de la Région et de l'État: feuille de route du nouveau chef de projet, recrutement d'un géomaticien et supports de travail initiaux (cartographies). Il a également accompagné le lancement des procédures de mise en révision des chartes des PNR du Gâtinais français et de la Haute vallée de Chevreuse. Missionné par l'Interparcs pour valoriser la démarche PNR et construire un outil partagé de suivi-évaluation des contrats, L'Institut a publié une *Note rapide* sur le

savoir-faire original développé par les parcs franciliens, fortement teinté de préoccupations spatiales et d'aménagement, et tourné vers l'expérimentation.

AGIR POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

La Région a confié à l'Arec la mission d'animer Actifs, le réseau régional de transition énergétique rassemblant les agences locales de l'énergie et du climat (Alec) et d'autres structures locales de la transition énergétique. En lien étroit avec la Région et l'ADEME, les activités suivantes ont été menées en 2021: publication et diffusion d'une plaquette de présentation du réseau; élaboration d'une cartographie interactive intégrant une soixantaine d'actions portées par les membres du réseau (diffusion en 2022), organisation de cinq webinaires thématiques ont été organisés tout au long de l'année portant notamment sur le bois énergie, le petit tertiaire, ou encore la géothermie.

En raison des difficultés de mise en œuvre de certaines actions liées à

la situation sanitaire, le programme RECIF (sensibilisation des collectivités locales et des différents acteurs à la rénovation énergétique des copropriétés franciliennes) a été prolongé de six mois jusqu'à juin 2021. En 2021, des campagnes de sensibilisation ont été menées à destination des copropriétaires, une conférence a été tenue sur « Les observatoires des copropriétés au service de la rénovation énergétique », une cartographie interactive sur la rénovation énergétique des copropriétés en Île-de-France a été diffusée. La deuxième édition du Trophée des communes pour la rénovation énergétique a permis de récompenser cinq collectivités lors du salon de l'Association des maires d'Île-de-France.

S'ENGAGER POUR LA NATURE

L'ARB îdF accompagne depuis 2019 les communes et intercommunalités franciliennes vers la reconnaissance de leurs projets en faveur de la biodiversité à travers le dispositif national « Territoire engagé pour la nature » (TEN). Avec 47 nouvelles communes et intercommunalités classées TEN en 2021, le nombre de collectivités reconnues en Île-de-France passe à 98. Toutes se sont engagées à mettre en œuvre des actions en matière de protection et de restauration de la biodiversité dans les trois années qui suivent la reconnaissance de leur territoire. L'ARB îdF les accompagne ensuite pour les aider à concrétiser leurs projets. Pour célébrer les dix ans du concours Capitale française de la biodiversité, une sélection d'actions exemplaires a été publiée en français, anglais et espagnol afin de contribuer à la valorisation du programme en France comme à l'international. De nombreux événements, webinaires, conférences, ateliers ont ponctué cette édition 2021 dont la thématique était « Eau & Biodiversité ». Ce programme co-porté avec Plante&cité bénéficie d'un financement de l'Office français de la biodiversité (OFB). La 9^e rencontre EcoJardin a attiré plus de 450 personnes en distanciel. En 2021, 88 nouveaux sites ont été labellisés, ce qui porte à 665 le nombre d'espaces verts labellisés EcoJardin en France métropolitaine. De nombreux dispositifs régionaux ont fait l'objet d'une expertise : AAP « Reconquête de la biodiversité » (84 dossiers en 2021, 55 retenus) ; Plan Vert (73 dossiers, 45 retenus) ; AMI

« Reconquérir les friches franciliennes » (106 dossiers, 58 retenus) ; 100 îlots de fraîcheur (50 dossiers, 10 retenus) ; 100 QIE (35 dossiers, 9 retenus) ; MobBiodiv' (11 dossiers, 1 retenu) ; AAP « Atlas de la biodiversité communale » (39 dossiers, 10 retenus) ; AAP « Pollinisateurs sauvage en Val-d'Oise » (5 dossiers en 2021, 5 retenus).

RÉSEAUX INTERNATIONAUX

L'Institut a participé activement aux grands débats internationaux sur les villes et les territoires, grâce à son implication dans les principaux réseaux professionnels : ONU-Habitat, Metropolis, Metrex, UICN, ICLEI, ICOMOS, Fedarene, World Cities Culture Forum, Unesco, réseau mondial des agences d'urbanisme (MTPA), Partenariat français Villes et territoires (PFVT)...

LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE L'Institut appuie la Région Île-de-France dans ses actions de coopération décentralisée



ABIDJAN : appui à l'élaboration de la Stratégie d'économie circulaire du District du grand Abidjan.



HANOÏ : assistance technique dans le cadre du projet partenarial franco-vietnamien « qualité de vie / qualité de ville ».



ANTANANARIVO : dossier de candidature d'Antananarivo au réseau « villes créatives » de l'Unesco.



EREVAN : appui technique à la municipalité dans les domaines des déchets solides, de la mobilité et de l'urbanisme.



RUFISQUE-DAKAR : appui à l'élaboration d'une stratégie de marketing territorial et coopération sur le développement du paraspport.



GRAND TUNIS : assistance technique auprès de l'agence d'urbanisme de Tunis pour la création d'un géo-portail et d'une médiathèque.



Ophélie Ricci/L'Institut Paris Region

ENVIRONNEMENT

Au double titre de première agence d'urbanisme d'Europe et de plus grande agence régionale de l'environnement en France, L'Institut s'engage auprès de la Région et de l'ensemble de ses partenaires pour construire une Île-de-France écoresponsable et soutenable, et accompagner les collectivités dans leurs démarches de transition écologique et énergétique.

RESSOURCES NATURELLES, AGRICOLES ET BIODIVERSITÉ

ALIMENTATION DES FRANCILIENS

L'Institut Paris Region est pilote ou partenaire de plusieurs actions du « plan régional pour une alimentation locale, durable et solidaire », adopté en février 2022 par le conseil régional. Avant même l'adoption du plan, certaines actions ont été mises en œuvre dès 2021 : un baromètre de l'alimentation en lien avec le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) et Île-de-France Terre de Saveurs, comprenant un focus sur les lycéens ; la mise en place d'actions de solidarité et d'initiatives d'aide alimentaire avec les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) franciliennes...

La pandémie a remis sur le devant de la scène la question alimentaire comme un enjeu crucial. Dans ce contexte particulier, L'Institut a été plus sollicité que jamais, tant par ses membres que par des acteurs extérieurs : suivi des plans alimentaires territoriaux (PAT) en partenariat avec la DRIAAF ; participation aux ateliers de la Ville de Paris sur sa stratégie alimentaire ; contribution à Food Vision pour les JOP 2024 ; contribution au tourisme durable, volet alimentation ; accompagnement au projet alimentaire GOOD lancé par Suez sur la métropole lyonnaise (participation à l'événement final en septembre 2021) ; publication du poster patrimoine gourmand « Ça mousse en Île-de-France »...

LA TRAME NOIRE

L'Institut a mis en place une approche transversale de « l'environnement nocturne », intégrant les préoccupations de confort urbain, de sécurité et de santé, en plus de la biodiversité. Deux enquêtes ont été réalisées en 2021, une enquête nationale sur les perceptions des usagers, et une enquête régionale sur les pratiques d'éclairage public auprès des communes. Cette dernière a permis de produire une première cartographie régionale de l'éclairage public. Deux *Note rapide* ont été publiées. La première (n° 920) propose le concept de « trame lumineuse » afin de placer la santé de l'usager au cœur du dispositif pour une approche globale de l'environnement nocturne. La seconde (n° 921) analyse les résultats de l'enquête nationale, révélant une forte sensibilité des Français à l'éclairage : 70 % des enquêtés trouvent l'espace public trop éclairé et 96 % sont favorables à une diminution de l'intensité lumineuse.

LA TRAME VERTE ET BLEUE

À l'occasion de l'adoption de la stratégie régionale 2020-2030 pour la biodiversité et du plan de relance pour la reconstruction écologique de l'Île-de-France (COP Île-de-France 2020), la Région Île-de-France ambitionne de restaurer dix continuités écologiques d'importance régionale. L'Institut a été sollicité pour réaliser un diagnostic territorial permettant d'identifier les secteurs franciliens à enjeux.

LA PLEINE TERRE

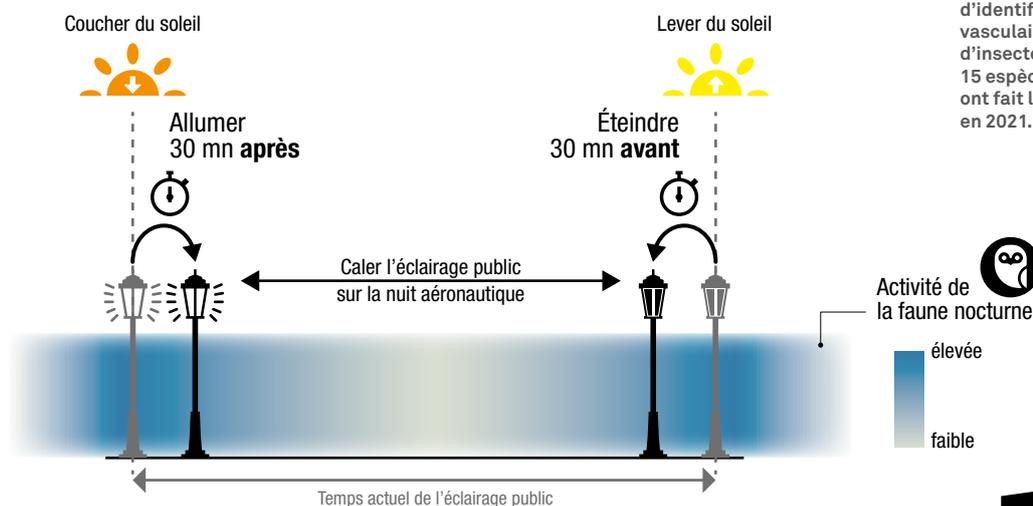
L'enjeu du maintien de sols fonctionnels en ville n'est pas nouveau. Pour autant, la notion de pleine terre n'est toujours pas officiellement définie, faisant place à une approche à géométrie variable dans les documents d'urbanisme. Dans une *Note rapide* (n° 884), L'Institut insiste sur la nécessité de parvenir à une définition partagée dans les plans locaux d'urbanisme, afin de s'en saisir en tant que levier de la lutte contre l'artificialisation.

GEONAT'IDF

Dans le cadre de la mission d'Observatoire régional de la biodiversité, l'année 2021 a été très occupée par la finalisation de la migration de l'outil Cettia îdF (base de données « faune » du système d'information sur la nature et les paysages — SINP) vers l'outil GeoNat'îdF, en lien avec la DRIEAT, la Région Île-de-France, le Conservatoire botanique national du Bassin parisien, le Comité de coordination régional du SINP, et les membres des différents groupes de travail créés pour l'occasion. En parallèle de la migration, l'activité de la base a continué avec notamment (250 000 données saisies et importées en 2021).

CIMETIÈRES VIVANTS

En 2020, l'Agence régionale de la biodiversité Île-de-France a lancé une étude pour qualifier et mieux connaître la faune et la flore présentes dans 45 cimetières franciliens. Les premiers résultats de cette étude, qui se poursuivra jusqu'en 2023, ont déjà permis d'identifier 421 espèces de flore vasculaire, 175 morphogroupes d'insectes pollinisateurs ou encore 15 espèces de chauves-souris. Ils ont fait l'objet de deux publications en 2021.



© L'INSTITUT PARIS REGION 2021
Source : L'Institut Paris Region 2021





Un rapport « Restaurer les continuités écologiques en Île-de-France : identification des secteurs prioritaires » a été publié. Ce rapport met en valeur trente-cinq secteurs qui cumulent à la fois un intérêt écologique majeur et une pression majeure induite par les activités humaines. Ces secteurs correspondent à trente-cinq « mailles » cartographiques de 3,46 km² pour une surface totale de 121,1 km², soit exactement 1 % du territoire régional.

FILIÈRES BIOSOURCÉES

L'Institut est chargé de l'argumentaire sur l'intérêt agronomique et environnemental des filières biosourcées inscrit dans la stratégie régionale pour l'essor de ces filières en Île-de-France. Une dizaine d'entretiens ont été réalisés en 2021 auprès d'organismes ressources et de différents acteurs. Ils ont permis de valider et consolider nos informations sur les atouts et les points de vigilance de ces cultures. Par ailleurs, le registre

parcellaire graphique (RPG), donnant les principales cultures, a été exploité sur les années 2017-2018-2019 et l'ensemble des régions du Bassin parisien, permettant notamment un lien avec les travaux réalisés sur l'axe Seine.

L'ENVIRONNEMENT EN ÎLE-DE-FRANCE

Ce projet, motivé par le besoin de capitaliser sur les nombreux diagnostics et évaluations environnementales réalisés par L'Institut, a impliqué près de 60 personnes, en interne et en externe, avec des contributions d'organismes partenaires de L'Institut (Airparif et Bruitparif, AEV, DRIEAT). Les 53 fiches du document ont représenté un travail de longue haleine pour s'assurer de la cohérence d'ensemble, et pour intégrer les dernières mises à jour de données, jusqu'à la fin de l'année 2021 : mises à jour du Rose, de l'impact sanitaire de la pollution de l'air, du Recensement général de l'agriculture... Une centaine d'infographies inédites a été produite. Le résultat donne une vision à 360° de l'environnement francilien. Le document a été publié au deuxième trimestre 2022 afin de procéder aux derniers ajustements.

GESTION DE L'EAU

Eaubaine est une base de données régionale des aménagements et techniques de gestion intégrée des eaux pluviales pour l'agglomération parisienne. En 2021, un nouveau Cartoviz de retour d'expérience des aménagements gérant l'eau de pluie à la source a été conçu, en collaboration avec les animateurs pluviaux de l'association Espaces, du syndicat mixte du bassin versant de la Bièvre, du syndicat mixte Marne Vive ainsi qu'avec le service public de l'assainissement francilien et l'Agence de l'eau Seine-Normandie et

une série de trois Note rapide sur la gestion de l'eau de pluie en ville a été publiée.

SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

L'Institut, à travers l'ARB îdF, est partenaire de deux projets européens favorisant les solutions fondées sur la nature (SFN) : REGREEN et Life Artisan. Alors que REGREEN se concentre sur les milieux urbains, ARTISAN concerne également les milieux agricoles et forestiers. En tant que collectivité pilote, l'ARB participe à l'ensemble des travaux du programme REGREEN et met à disposition ses données, ses connaissances et ses retours d'expérience pour alimenter les différents « Work Packages ». Elle a accueilli la deuxième rencontre du projet du 13 au 17 septembre 2021.

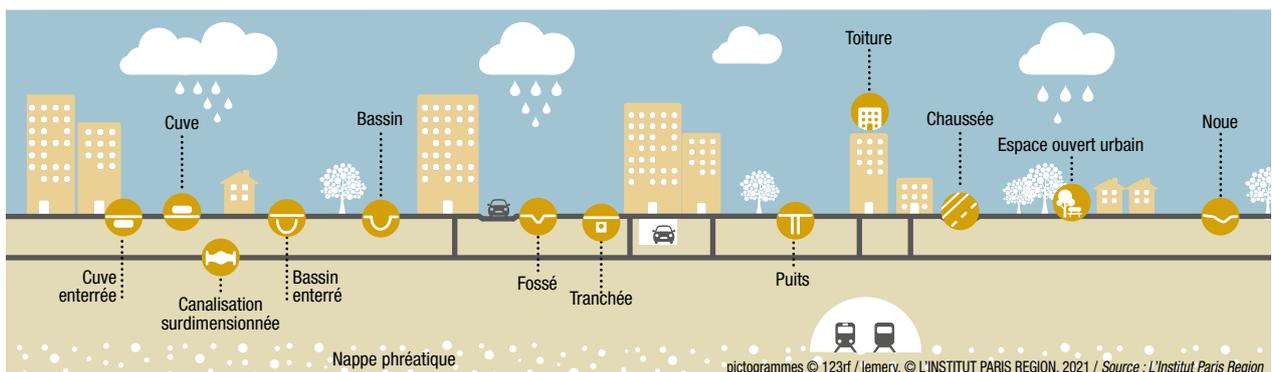
L'ARB îdF est par ailleurs en charge de l'animation régionale du projet Artisan, avec la création d'un groupe de travail constitué des acteurs locaux du climat et de la biodiversité.

Un cycle de 4 webinaires « Solutions fondées sur la Nature : comment adapter mon territoire aux changements climatiques ? » a été organisé par l'ARB et ses partenaires en 2021.

NATURA

Lors de l'installation de la nouvelle mandature en juillet 2021, le conseil régional a pris la décision de créer un outil visant à mieux protéger la nature, provisoirement appelé NATURA. La mission de préfiguration de cet outil ambitieux s'est appuyée sur l'ARB Île-de-France à l'automne 2021. Une large consultation des acteurs franciliens s'est ensuivie (156 entités auditionnées ou contributrices). Les paroles recueillies donneront lieu à un nouveau dispositif régional dès 2022.

Les techniques de gestion intégrée de l'eau en ville



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET URGENCE CLIMATIQUE

CYCLE DE RENCONTRES ZEN

La question de l'impact des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique sur le climat est à l'agenda depuis plus de trois décennies. L'objectif de neutralité carbone (zéro émissions nettes) à l'horizon 2050 engage la France et ses territoires pour une transition bas-carbone plus ambitieuse.

Un cycle de six rencontres ZEN a été organisé de décembre 2020 à mai 2021 en partenariat avec La Région : deux rencontres de cadrage (« L'Île-de-France face à l'exigence de la neutralité carbone », « Les atouts de l'Île-de-France pour relever le défi ZEN ») et quatre rencontres thématiques (« L'économie francilienne fer de lance de la neutralité carbone », « Préserver et renforcer la séquestration carbone », « Aménagement et bâtiment, opérer une vraie transition bas carbone », « Mobilités ZEN, se déplacer moins ou se déplacer autrement ? »). Au total, près de 1 500 personnes ont participé à ces rencontres, qui ont suscité plus de 1 700 visionnages en replay. Des bibliographies et des comptes rendus synthétiques ont été produits à l'occasion de chaque manifestation. Elles sont disponibles sur le site internet de L'Institut. Un document de synthèse des enseignements et recommandations tirés de ces rencontres sera diffusé en 2022, ainsi qu'une *Note rapide*.

À partir d'un repérage d'initiatives ZEN mené en 2020, cinq fiches ont été publiées à l'occasion de ce cycle, mettant en avant des retours d'expériences intéressants de stratégies et plans d'actions déployés à l'échelle d'un territoire (La Rochelle, Paris, Régions Occitanie et Nouvelle Aquitaine) ou d'une organisation (Bouygues Construction, Groupe La Poste).

Enfin, la formation des agents de L'Institut pour favoriser une meilleure prise en compte de la question du ZEN dans les projets s'est poursuivie avec l'organisation de quatre modules de formation thématique.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Institut et l'ADEME ont initié en 2019 un partenariat sur trois ans pour la mise en place d'une dynamique d'observation et d'échanges sur les effets du changement

climatique pour enrichir les savoirs et stabiliser une culture commune, échanger sur les initiatives et les besoins des territoires, aider les acteurs à mieux comprendre, à leur échelle, les enjeux et leviers d'actions

En 2021, une analyse de l'intégration du volet adaptation dans 11 plans climat a été produite et des acteurs « ressources » sur les questions d'adaptation au changement climatique ont été identifiés. Un travail a également été engagé en partenariat avec l'AMIF pour la co-construction de recommandations à destination des élus franciliens pour la mise en œuvre de politiques d'adaptation au changement climatique. Un appel à manifestation a permis de mobiliser une trentaine d'élus qui ont participé à deux ateliers le 9 novembre et le 14 décembre. Les réflexions et échanges issus de ces ateliers vont donner lieu à la réalisation d'un recueil et de plusieurs témoignages d'élus sous forme d'interviews qui seront finalisés et diffusés en 2022.

CLUB HYDROGÈNE

Le Club Hydrogène Île-de-France lancé officiellement en juillet 2020 regroupe la Région Île-de-France, l'ADEME, la DRIEAT, France Hydrogène et l'AREC îdF, qui en assure l'animation. Fin 2021, 95 structures étaient membres du Club, représentant des acteurs de la filière, des partenaires institutionnels et des collectivités territoriales. Son ambition est de favoriser l'émergence d'une filière régionale, d'accélérer le déploiement de projets hydrogène sur le territoire francilien, et d'acculturer les collectivités et acteurs en partageant les enjeux et solutions. Les activités du Club ont connu une montée en puissance avec l'organisation de cinq ateliers thématiques (mobilités terrestres, logistique fluviale, bus, bennes à ordures ménagères et stations hydrogène) et de deux conférences partenariales avec Airparif/Airlab (l'hydrogène et la qualité de l'air) et Choose Paris Region (Developing hydrogen in Paris Region). Des outils de communication ont été développés pour les membres du Club : une plate-forme collaborative réunissant 133 membres, une lettre d'information trimestrielle, une page LinkedIn (931 abonnés). Par ailleurs, une plaquette de sensibilisation

SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Forte du succès d'un premier cycle d'ateliers « Inventer le récit de la sobriété énergétique en Île-de-France » organisé en 2020, l'AREC a poursuivi les réflexions en 2021 en lançant un second cycle. Sept ateliers en visioconférence se sont succédé au cours de l'année portant sur les stratégies et actions de sobriété, le repérage d'initiatives, la sobriété numérique, les indicateurs et impacts de la sobriété, etc. Ils ont mobilisé 100 contributeurs et abouti à 40 propositions. Une conférence régionale intitulée « Sobriété énergétique en Île-de-France, du récit à l'action » s'est tenue le 10 décembre pour valoriser ce travail.



GESTION DES DÉCHETS

Le nouveau poster grand format de l'ensemble des installations franciliennes de collecte et traitement des déchets a paru en mai 2021. Les informations qui y figurent permettent d'alimenter la base de données SINOE ainsi que le suivi du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD). Toute l'équipe de l'ORDIF a par ailleurs été mobilisée pour répondre aux demandes de l'administration régionale dans l'élaboration et l'alimentation du premier rapport de suivi du PRPGD, qui a été publié en septembre. En 2021, l'Observatoire a également réalisé un état des lieux de la situation des déchets plastiques en Île-de-France. Il s'est traduit par la publication d'une *Note rapide* (n° 925) et l'organisation, en novembre, d'une rencontre régionale en partenariat avec la Région et l'ADEME.

sur l'hydrogène a été rédigée (diffusion en 2022) et une veille sur les projets et initiatives a été mise en place avec la création d'un tableau de bord.

PROMÉTHA

Dans le cadre du plan régional de la méthanisation adopté en novembre 2019, une plate-forme régionale pour la méthanisation, PROMETHA, a été mise en place en 2020. Elle est pilotée par la Région et animée par l'AREC îdF. En 2021, deux webinaires ont été organisés : « Méthanisation en Île-de-France : état des lieux, enjeux et perspectives » et « Méthanisation et territoires franciliens : les clefs de l'appropriation locale ». Les quatre groupes de travail mis en place en 2020 ont poursuivi leurs travaux sur les thématiques suivantes : l'appropriation locale, les intrants agricoles, le financement et la formation. Une expérimentation a été menée, avec l'appui du projet TIGA-(Dé)formations, afin d'aider des élus franciliens à enclencher, accompagner et soutenir de nouveaux projets de méthanisation sur leur territoire. Plusieurs vidéos ont été mises en ligne sur la plate-forme qui, comme la lettre trimestrielle, rencontre un succès croissant.

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE

L'AREC intervient en appui et accompagnement de la dynamique engagée par la Région pour déployer la filière solaire photovoltaïque en Île-de-France, notamment dans le suivi de l'AMI « Mobilisation des collectivités pour une Île-de-France solaire » lancé en 2020, afin d'aider les collectivités qui le souhaitent à identifier les opportunités photovoltaïques sur leur territoire. Les dix collectivités lauréates bénéficient d'un accompagnement de l'AREC dans la durée, reposant sur l'analyse des gisements solaires, des conseils techniques et méthodologiques, le partage de retours d'expériences et une mise en relation avec d'autres collectivités. Dans ce cadre, l'Agence a commencé à mettre en place une coordination des différents acteurs photovoltaïques régionaux, afin de valoriser les dispositifs d'accompagnement existants.

En complément, le travail de mobilisation et d'information des collectivités franciliennes s'est poursuivi, avec l'organisation d'une conférence sur la dynamique de développement de la filière

en Île-de-France, la mise à disposition sur demande de données de gisement sur toitures à partir du cadastre solaire régional.

OBSERVATOIRE ROSE

Le ROSE, réseau d'observation statistique de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, co-piloté par la DRIEAT et le conseil régional, a pour objectifs d'élaborer, consolider et diffuser les bilans de l'énergie et du climat au niveau régional et infrarégional. L'AREC collecte et traite les données nécessaires à l'élaboration des bilans de production énergétique et assure la diffusion des données auprès des territoires, notamment pour l'élaboration de leur plan climat.

En 2021, l'inventaire territorialisé des consommations et productions d'énergie et des émissions de GES a été actualisé et enrichi. La mise à jour d'Energif a été valorisée à l'occasion d'un webinaire organisé en juin. Des réflexions ont été lancées avec les partenaires pour produire des analyses complémentaires et aider les territoires à interpréter les données. Le travail de mise à jour du site du ROSE s'est poursuivi. À noter une augmentation importante de la fréquentation du site (+ 58 % de pages vues entre 2020 et 2021).

Un atelier participatif réunissant des collectivités a été organisé le 19 octobre pour identifier les besoins et attentes vis-à-vis du ROSE sur les thèmes à enjeux (rénovation énergétique, mobilité et énergies renouvelables). Par ailleurs, une trentaine de collectivités ont bénéficié d'un appui pour l'utilisation

et l'analyse de données territorialisées, dans le cadre de la réalisation de leur plan climat.

Enfin, un nouveau partenaire est entré dans la gouvernance du ROSE, la Métropole du Grand Paris.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

De nombreuses actions à l'interface des sujets de métabolisme territorial, de ressources et déchets, d'aménagement et de planification ont été réalisées en 2021, au premier rang desquelles la parution du douzième numéro des *Carnets pratiques de L'Institut Paris Region* : « Bâtir l'aménagement circulaire ».

Nouveau modèle de gestion plus soutenable des ressources afin d'accroître la résilience des territoires, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, l'économie circulaire est dans l'air du temps. Elle ouvre un nouvel horizon pour le développement des territoires, pour la construction et le BTP. En France comme en Europe, l'intégration des principes de l'économie circulaire dans l'aménagement génère des projets expérimentaux qui bousculent les codes classiques du monde des déchets, des matériaux et de la construction. L'aménagement dit « circulaire » questionne également les échelles spatiales, leurs interactions, ainsi que la capacité des collectivités de planifier et gérer leurs territoires dans une logique plus coopérative et transversale. Cet ouvrage présente et analyse 32 projets. Il a profité d'une intense phase de communication et de valorisation, suscitant de nombreux articles de presse et de multiples interventions extérieures (Ademe, Rencontres nationales de l'écologie industrielle et territoriale, Ville de Paris, École des Mines, CNRS...).

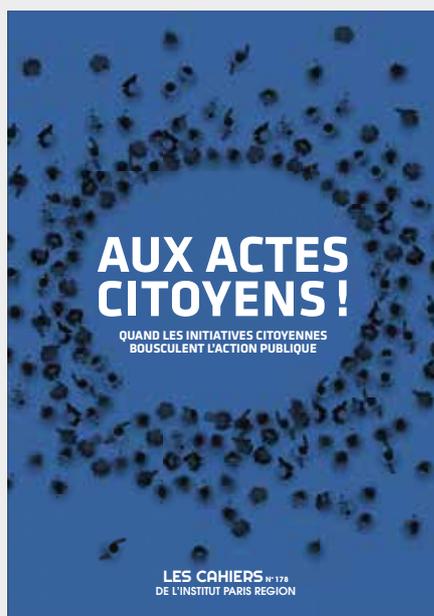
À citer également, sur ce même sujet, la publication de la *Note rapide* n° 905, « L'économie circulaire : une opportunité pour les organismes HLM » : un nombre croissant d'organismes d'habitations à loyer modéré s'attachent à favoriser le recyclage et le réemploi des matériaux dans le cadre des chantiers de production, de démolition et de réhabilitation qu'ils mènent en Île-de-France.



LES CAHIERS DE L'INSTITUT PARIS REGION EN 2021

AUX ACTES CITOYENS !

L'implication des citoyens dans la vie locale ou dans des actions collectives n'a jamais été aussi forte. Leurs envies d'agir et de se mobiliser s'étoffent, se transforment, se diversifient. À la fois en quête d'autonomie et d'efficacité face aux crises sociales ou écologiques, les expériences citoyennes portent en germe une réelle capacité d'innovation sociale. Exprimant une forme d'impatience, elles viennent interroger l'action publique, la bousculer dans ses manières de faire, de décider. En Île-de-France, qu'elles touchent à la définition de l'espace ou s'attaquent à de grands enjeux, elles croisent les missions de L'Institut Paris Region qui, à travers le numéro 178 des *Cahiers*, a souhaité éclairer leur paysage et les voies d'un dialogue constructif entre ces citoyens en actes et l'action publique territoriale.



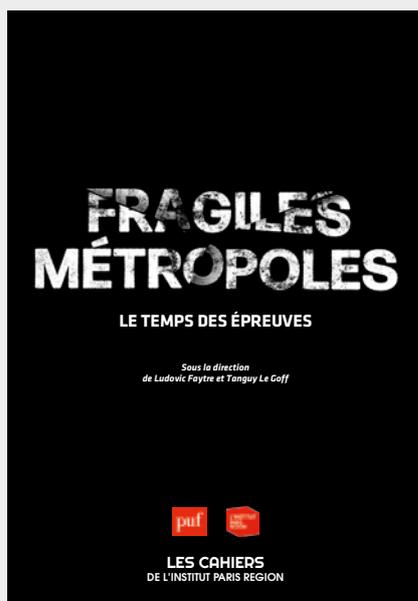
Pour en savoir plus
flasher le QR-code



FRAGILES MÉTROPOLES — LE TEMPS DES ÉPREUVES

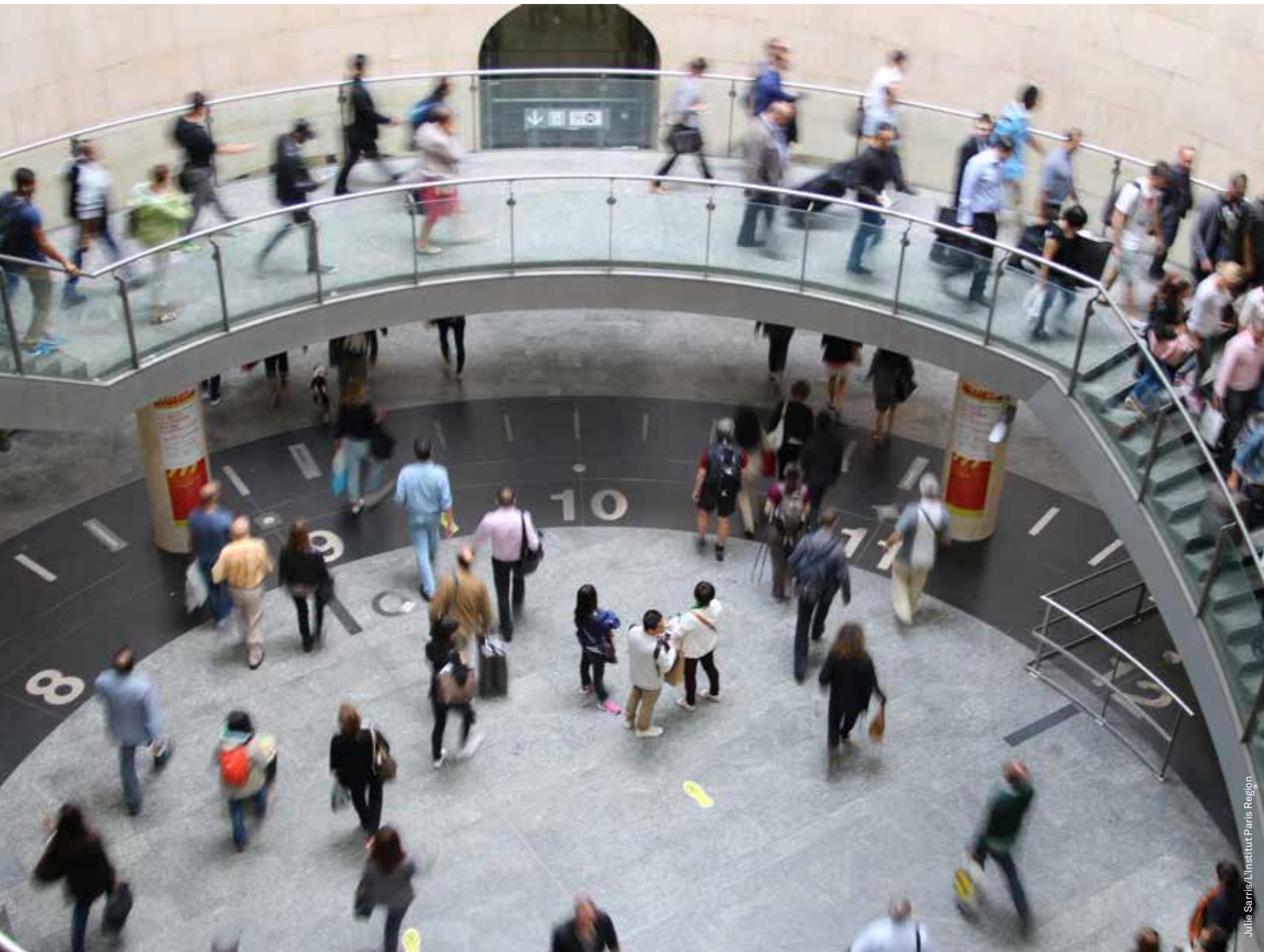
Alors que rien ne semblait devoir arrêter l'insolente métropolisation du monde, la pandémie a révélé les failles des grands systèmes urbains, soudain décriés pour leur densité, leur minéralité et leurs inégalités.

Ce numéro 179 des *Cahiers* recueille les regards croisés d'une cinquantaine de chercheurs sur les conséquences multiples des catastrophes sanitaires, environnementales ou technologiques sur les grandes métropoles mondiales. L'ouvrage a été coédité avec les Presses universitaires de France.



Pour en savoir plus
flasher le QR-code





ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

L'Institut guette et observe à la loupe les dynamiques économiques, sociales et culturelles de l'Île-de-France : évolutions des modes et conditions de vie, des structures familiales, aspirations, craintes et santé des populations, emplois, compétitivité et attractivité régionale.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ZONES DE RECONQUÊTE ÉCONOMIQUE

En Île-de-France, la crise sanitaire a fragilisé davantage certains territoires, notamment sur le plan économique. Pour y réduire les inégalités et assurer un rebond, la Région a souhaité que L'Institut s'implique à ses côtés pour identifier une première liste de vingt-trois zones de reconquête économique où elle mènera des actions ciblées après le vote du dispositif en 2022. Les travaux ont consisté à identifier une trentaine d'indicateurs économiques, sociaux et territoriaux pertinents à l'échelle communale, participer à des échanges de concertation, réaliser des cartes thématiques et rédiger une note technique interne.

AMÉNAGEMENT ÉCONOMIQUE

Pression foncière, objectif ZAN, transformation des usages économiques et de l'activité salariée, attentes d'amélioration de la convivialité des sites, nouveaux enjeux des friches... L'aménagement économique francilien est sous pression et fait l'objet d'attentions croissantes de L'Institut pour mieux comprendre les enjeux en cours, mesurer les phénomènes d'éviction des entreprises, identifier les leviers possibles pour optimiser les sites existants ou encore identifier de nouvelles formes d'interventions pour les politiques publiques comme le SRDEII ou le futur SDRIF-E. En 2021, L'Institut a co-publié avec le CNER et le soutien de la Banque des Territoires, un ouvrage traitant de ce sujet et a publié une analyse spécifique sur les friches. La formation sur ce sujet a été revue et cette nouvelle édition a connu un plein succès.

CAMPUS UNIVERSITAIRES

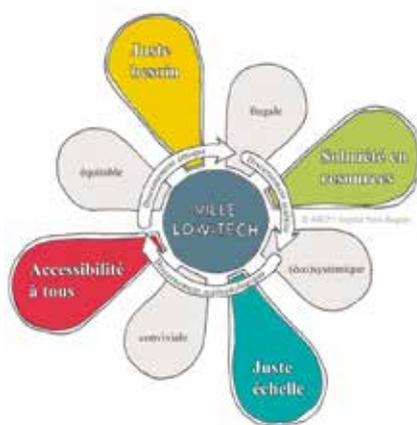
Auparavant coupés du monde, avec des bâtiments spécialisés et des campus désertés le soir, le week-end et pendant les vacances, les sites universitaires aspirent désormais à devenir des lieux de vie. Dans une *Note rapide* (n° 891), issue d'une collaboration avec l'Épaurif, L'Institut explore des pistes d'actions.

À la demande de la CA de Paris Saclay et l'EPA Paris Saclay, L'Institut s'est mobilisé afin de mesurer, auprès des utilisateurs du campus (habitants, salariés, chercheurs, commerçants, élus), le niveau de convivialité ressenti et les attentes

éventuelles. Cette analyse des expériences vécues a été couplée avec une analyse comparative de campus français et internationaux inspirants, afin d'enrichir les réponses pouvant être apportées aux attentes exprimées.

LA VILLE LOW-TECH

La 41^e rencontre des agences d'urbanisme de la Fnau, en 2020, proposait d'envisager le futur (heureux) de la « ville low-tech ». L'Institut a poursuivi cette réflexion prospective en 2021. L'approche low-tech est-elle pertinente à l'échelle urbaine ? La notion de ville low-tech apporte-t-elle quelque chose de plus au foisonnement de concepts déjà présents dans la pensée urbaine ? Avec le soutien de l'ADEME, l'AREP et L'Institut Paris Region ont souhaité proposer un saut d'échelle en passant d'une approche low-tech centrée sur des solutions techniques, soutenues par des publics convaincus, à une vision systémique à l'échelle urbaine et territoriale, notamment francilienne. L'étude publiée « La ville low-tech : vers un urbanisme de discernement » réinterroge les concepts de ville, de la smart city à la ville frugale, en passant par la ville créative, pour définir les contours de la ville low-tech en esquissant ses caractéristiques et son mode opératoire.



LES EMPLOIS VERTS

En 2018, les professions vertes et verdissantes représentaient 14,2 % des emplois de l'Île-de-France. Les professions vertes sont directement en lien avec l'environnement, alors que les professions verdissantes intègrent de

nouvelles compétences pour prendre en compte la dimension environnementale dans l'exercice de leurs métiers. L'Institut a dressé le panorama de ces 816 400 actifs, essentiels à la transition écologique de la région (*Note rapide*, n° 926).

ÉTUDES SECTORIELLES/ CHIFFRES CLÉS

En 2021, L'Institut a mené plusieurs études, valorisées par des *Note rapide*, portant sur des filières économiques spécifiques à l'Île-de-France, notamment sur l'écosystème quantique (n° 907) ou la biothérapie et les bioproductions (n° 909). Plusieurs parutions de chiffres clés sont à noter : Chiffres clés de l'Île-de-France 2021 en association avec la CCI Paris Île-de-France, l'Insee et Choose Paris Region (version anglaise et chinoise). À l'échelle infrarégionale, L'Institut a publié les *Chiffres clés du Grand Roissy-Le Bourget*. Ces travaux répondent aux besoins de la Région, d'adhérents ainsi qu'à ceux de Choose Paris Region afin de promouvoir les atouts de l'Île-de-France dans le monde.

MÉTHODES INNOVANTES

L'Institut a utilisé ou mis au point de nouvelles méthodes de travail applicables en digital ou en présentiel afin de mieux répondre aux attentes des acteurs économiques et en les impliquant davantage dans les études menées : recours aux techniques de *design thinking* pour animer des réunions (Grand Paris Sud, Les Coëvrans, etc.), marches sensibles pour mieux appréhender les retours sensoriels des usagers de sites Grand Soissons, La Défense, La Roche Guyon, Paris Saclay. En matière de formation, un « jeu sérieux » a été conçu pour permettre aux stagiaires de mieux appréhender les voies et moyens de travailler à la redynamisation d'un centre-ville. La première formation menée en 2021 a connu un fort succès. Enfin, l'usage d'outils numériques comme *genial.ly* permet à L'Institut de proposer d'autres moyens d'accéder à des connaissances techniques et d'en faciliter l'appropriation.

ENQUÊTE MÉDIAMÉTRIE 2^e édition



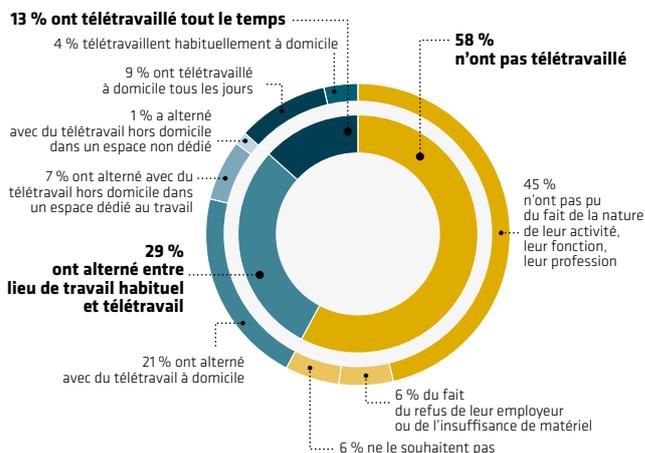
D'après l'enquête « Comportements et aspirations des Franciliens », réalisée par Médiamétrie pour L'Institut Paris Region du 8 au 28 juillet 2021

L'édition inaugurale de l'enquête « Conditions de vie et aspirations des Franciliens », menée à la sortie du premier confinement à la fin du printemps 2020, avait montré l'essor du télétravail chez les actifs franciliens et le lien entre conditions de vie et acceptation du confinement. En 2021, L'Institut Paris Region a naturellement abordé la seconde édition avec pour thématique majeure : le télétravail et ses conséquences. L'analyse repose sur une enquête quantitative, menée du 8 au 28 juillet 2021 par Médiamétrie auprès de 4 200 Franciliens, puis sur une enquête qualitative menée auprès d'un panel de 30 télétravailleurs qui ont exprimé leurs ressentis lors d'entretiens réalisés par Stratégir en octobre 2021. Un rapport de synthèse a été publié en septembre 2021.

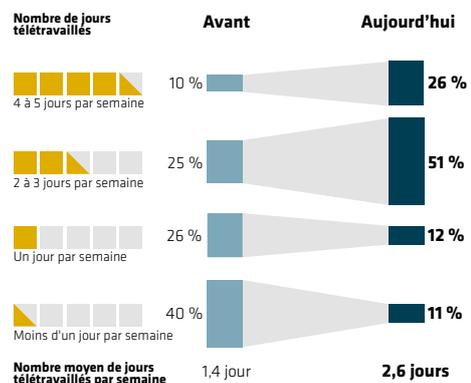


Doublement du recours au télétravail depuis la crise Covid

42 % des actifs franciliens ont télétravaillé au cours des douze derniers mois (20 % avant crise)



Intensification de la fréquence du télétravail depuis le début de la crise Covid



© L'INSTITUT PARIS REGION 2021 - pictogrammes ©123rf / Jeremy Sources : Médiamétrie août 2021, L'Institut Paris Region

HABITAT ET POPULATION

LES FRANCILIENS

Les Franciliens, territoires et modes de vie s'inscrit dans la lignée des atlas publiés par L'Institut, à partir des données du recensement fournies chaque année par l'Insee depuis 2006. Explorant les grandes évolutions démographiques, économiques et sociales intervenues en Île-de-France entre la crise financière de 2008 et la crise sanitaire, il révèle les forces d'une région dont l'économie et la démographie s'affirment comme à la fois dynamiques et résilientes. Cartes, data-viz et témoignages donnent chair aux analyses mais dévoilent aussi les revers de ce dynamisme : augmentation des prix immobiliers, recentrage des emplois, etc. L'accentuation des phénomènes de gentrification et d'éviction des habitants moins aisés rappellent l'absolue nécessité de politiques de cohésion territoriale pilotées à l'échelle de l'ensemble du territoire régional. L'analyse quantitative est complétée par des portraits d'habitants qui éclairent autant qu'ils illustrent les modes de vie singuliers des Franciliens.

ÊTRE JEUNES EN ÎLE-DE-FRANCE

Quels sont les souhaits de mobilité résidentielle et professionnelle des jeunes ? Quelles questions de société jugent-ils prioritaires ? La lutte contre la précarité, l'éducation et la réduction du changement climatique, des résultats en phase avec leur quotidien car ils peinent souvent à trouver leur autonomie résidentielle et effectuent des trajets particulièrement longs entre lieu de résidence, de travail et/ou d'étude (*Note rapide* n° 917 et n° 928). Si la crise sanitaire a pu leur épargner des déplacements en accélérant la transition numérique, comme le souligne une étude sur les usages du numérique dans l'enseignement supérieur, elle a aussi renforcé l'attention que portent les pouvoirs publics à leurs conditions de vie et leur santé.

TRAVAILLEURS ESSENTIELS

La pandémie de Covid-19 a mis en lumière le rôle essentiel de certains « travailleurs clés » du quotidien : caissiers, infirmiers, livreurs, médecins, professeurs... Un premier *Focus Santé* de l'ORS Île-de-France, publié en 2020 avec l'Insee, avait décrit les 35 métiers retenus et leur répartition départementale.

En 2021, un second *Focus Santé* a précisé la répartition à l'échelle des intercommunalités.

Ces travailleurs présentent des spécificités en matière de genre, d'origine, de temps de travail, de rémunération et d'accès au logement. Deux études publiées conjointement par L'Institut Paris Region, l'Insee, l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur) et l'ORS Île-de-France apportent des éléments d'éclairage sur leur profil, leurs conditions de travail et de vie, ainsi que la géographie de leurs lieux de résidence et d'emploi. Fruits d'une réflexion commune, les résultats de ces études ont été publiés à la fois sous forme de *Note rapide* (n° 896 et 897) et de *Focus Santé*.

LES LOCATIONS SAISONNIÈRES

Arrivée sur le devant de la scène au tournant des années 2010, portée par la popularité grandissante de plateformes numériques spécialisées comme Airbnb, la location saisonnière urbaine a connu au cours de la dernière décennie une croissance très rapide. En 2019, l'Île-de-France comptait une offre d'au moins 120 000 logements (plus de 2,2 % du parc régional total, une proportion atteignant 6 % dans Paris *intra-muros*). La géographie des locations saisonnières semble cependant connaître actuellement une dynamique centrifuge notable en faveur du reste de l'espace régional : plus de 1 100 communes franciliennes ont été concernées par au moins une annonce pour ce type d'hébergement en 2019.



HABITER EN CŒUR DE BOURG

Comment développer un habitat dont l'insertion urbaine et architecturale soit de qualité tout en répondant aux aspirations des habitants ? Un recueil d'opérations inspirantes pour s'acheminer vers le ZAN.

CARTOVIZ LOGEMENT

Avec cette nouvelle carte interactive, L'Institut Paris Region regroupe de nombreuses données sociales sur le parc de logements, les dynamiques de construction et le coût du logement en Île-de-France, qui demeuraient jusque-là dispersées entre de nombreuses sources et plates-formes. L'Institut met ainsi à la disposition de tous une porte d'entrée pratique, synthétique et riche sur un sujet fondamental pour les politiques d'aménagement et l'urbanisme franciliens.

LE DIPLÔME DE LA SECONDE CHANCE

Méconnu du grand public, le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU), créé en 1994, permet aux non-bacheliers d'accéder aux études supérieures. Le but de ce dispositif de « seconde chance » est de favoriser la reprise d'études, ainsi que le développement des connaissances et des compétences, de proposer une réorientation de carrière et d'encourager la promotion sociale. Le conseil régional d'Île-de-France a chargé L'Institut Paris Region de procéder à l'évaluation du DAEU afin de mesurer l'efficacité de cette formation qu'il finance, de mieux la positionner et la valoriser, et d'en connaître plus précisément les publics, avec leurs difficultés et leurs attentes.

SANTÉ

COVID-19

La Covid-19 a complètement bouleversé le programme d'étude de l'ORS. De nombreuses études ont dû être arrêtées pour consacrer plus de temps à cette nouvelle maladie et l'étude de ses déterminants. Depuis la mi-avril 2020, l'ORS propose un point hebdomadaire de la situation épidémique en Île-de-France, réalisé sous forme d'infographies précisant les chiffres et les évolutions d'une semaine à l'autre — et depuis le début de l'épidémie : personnes testées, proportion des différents variants, nouvelles hospitalisations, admissions en réanimation, décès, avancée de la vaccination. Cette dernière information n'étant actualisée que mensuellement.

Trois *Note Covid-19* ont été publiées. La première fait un point sur les tests et la stratégie de dépistage. La deuxième analyse la stratégie de l'isolement des personnes infectées par le Sars-CoV-2. La troisième précise la manière dont se transmet le virus de la Covid-19 et identifie les circonstances de transmission les plus fréquentes ou les plus à risque. Un *Focus santé* s'est attaché à décrire, à partir des données des tests RT-PCR du système d'informations de dépistage la dynamique de l'épidémie à l'échelle communale, en tentant d'observer les différences de progression de l'épidémie selon les contextes sociaux et/ou urbains. Un article sur la mortalité Covid, paru au fil de l'eau en avril et destiné à intégrer l'ouvrage *Les Franciliens - Territoires et modes de vie*, a souligné les fortes disparités et inégalités socio-spatiales des territoires face à la mortalité. Un deuxième *Focus* a analysé, à travers les données d'hospitalisation pour Covid-19, les déterminants socio-spatiaux de la morbidité sur la période de mars à mai et octobre à décembre 2020 à des niveaux infradépartementaux. L'ORS s'est également beaucoup mobilisé sur la question transversale des travailleurs essentiels, abordée plus avant à la rubrique « Habitat et population ».

SANTÉ ENVIRONNEMENT

L'Institut s'est mobilisé dans plusieurs actions du troisième plan régional de santé-environnement (PRSE3). Un tableau de bord interactif de près de 160 indicateurs territorialisés de suivi de la politique régionale de santé a été réalisé

et mis en ligne par l'ORS, en partenariat avec l'ARS et la DRIEAT. Il s'agit d'un travail collaboratif mené dans le cadre d'un groupe projet du réseau Îsée, communauté animée par l'ORS qui réunit les acteurs franciliens de la santé environnementale. Ce réseau a été particulièrement actif en 2021 : trois webinaires sur les liens entre Covid et environnement, des ateliers de préparation au PRSE4, la journée annuelle consacrée à la thématique « One Health » ainsi qu'une quarantaine de groupes de travail sur différentes thématiques : plomb, biodiversité, perturbateurs endocriniens, risque chimiques, périnatalité, etc.

La publication du rapport sur la méthode d'identification des secteurs les plus affectés par les cumuls d'expositions environnementales en Île-de-France a eu lieu en janvier 2022. Cette étude, pilotée par l'ORS avec l'Ineris et le département environnement de L'Institut Paris Region, est le fruit de cinq années de travaux et a mobilisé de nombreux partenaires régionaux ainsi que le soutien financier et technique de l'ARS et de la DRIEAT Île-de-France. En 2021, afin de consolider des connaissances sur les zones de multi-exposition environnementale et dans le cadre de la mise en place d'une démarche locale participative d'identification et de résorption de ces zones, un diagnostic infracommunal approfondi des cumuls de nuisances et pollutions a été établi à l'échelle des huit quartiers de la ville d'Aubervilliers.



SANTÉ PÉRINATALE

À partir de l'analyse des premiers certificats de santé (PCS), établis dans les premiers jours, voire les premières heures de vie d'un enfant, une étude a été menée en collaboration avec les directions départementales de la protection maternelle et infantile (DPMI), l'Inserm, l'ARS Île-de-France et l'ORS. Les résultats montrent la persistance des disparités territoriales, avec notamment des indicateurs moins bons en Seine-Saint-Denis. La natalité est en réduction et l'âge au premier accouchement augmente.

VIH

Comme chaque année une publication a été réalisée sur le VIH à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida : une infographie utilisant pour la première fois les données de santé de prévalence et d'incidence du VIH à partir du système national des données de santé

SOINS PALLIATIFS

L'ORS a évalué les besoins en soins palliatifs des territoires en effectuant un travail de modélisation à partir des données de mortalité pour identifier les zones où la demande est importante au regard de l'offre disponible.

PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

La Région a confié à l'ORS une mission d'information, d'évaluation et de suivi des risques liés aux perturbateurs endocriniens en Île-de-France. Le premier volet d'un portail internet dédié a été mis en ligne en 2021. Il sera complété par un second volet relatif aux actions phares menées dans ce domaine par des collectivités territoriales franciliennes.

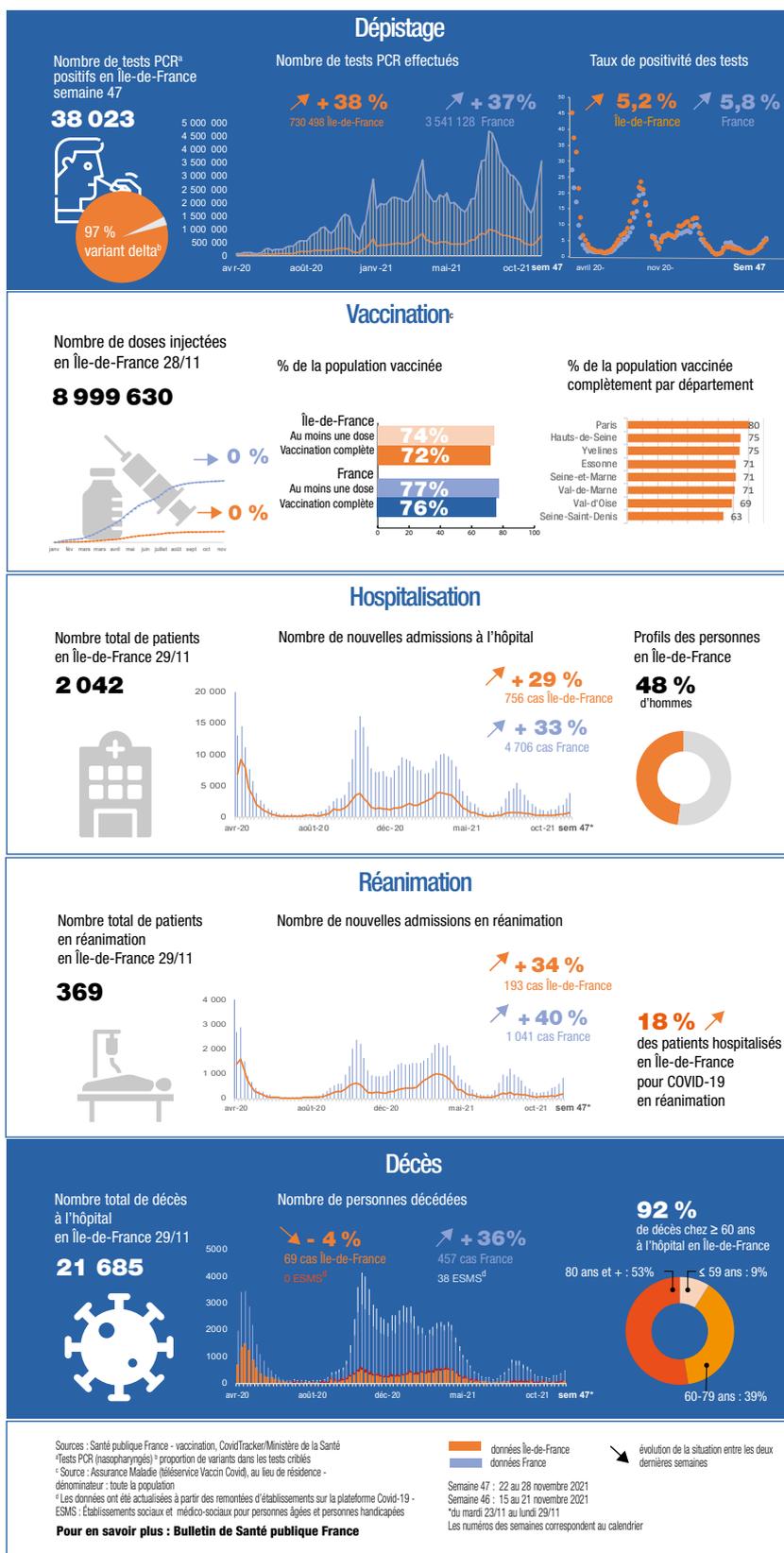
PROFILS SOCIO-SANITAIRES

Les profils socio-sanitaires des communes franciliennes permettent de visualiser les principaux chiffres clés et cartographies, éléments d'analyses et enjeux sanitaires pour chacune des 1 287 communes franciliennes. Ils offrent un panorama des connaissances essentielles, nécessaires à l'élaboration de diagnostics partagés à un niveau local. Ces profils ont été développés par l'ORS et L'Institut Paris Region à la demande de l'Agence régionale de santé (ARS) et en partenariat avec le conseil régional.

POINT HEBDO COVID-19 en Île-de-France



Situation au 28 novembre 2021 et évolution entre les semaines 46 et 47



SÉCURITÉ

VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

La onzième édition de l'enquête « Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » a été pilotée par L'Institut Paris Region en janvier et en février 2021, dans un contexte inédit de crise sanitaire qui a bouleversé l'activité sociale et économique, ainsi que les modes de vie des habitants de la région. Ces changements sont susceptibles d'avoir des répercussions sur l'insécurité à laquelle est confrontée la population, aussi bien en matière de craintes que d'atteintes subies. Sans établir une corrélation directe entre les tendances qui ressortent de cette dernière enquête et l'épidémie de Covid-19, il convient de noter que certains indicateurs de l'insécurité sont en recul par rapport au bilan dressé deux ans plus tôt. Les premiers résultats saillants de cette enquête ont fait l'objet d'une *Note rapide* (n° 916), accompagnée d'une planche infographique. D'autres publications suivront courant 2022, notamment un rapport prévu pour juin.

LA PSQ

Officiellement lancée en février 2018, la police de sécurité du quotidien (PSQ) vise à instaurer « une police et une gendarmerie sur mesure », dont l'activité s'adapte en fonction des besoins spécifiques. Partant de ce principe, il a paru pertinent d'en interroger les effets à travers le prisme des acteurs locaux, après une enquête de terrain conduite à différentes échelles, incluant la collecte



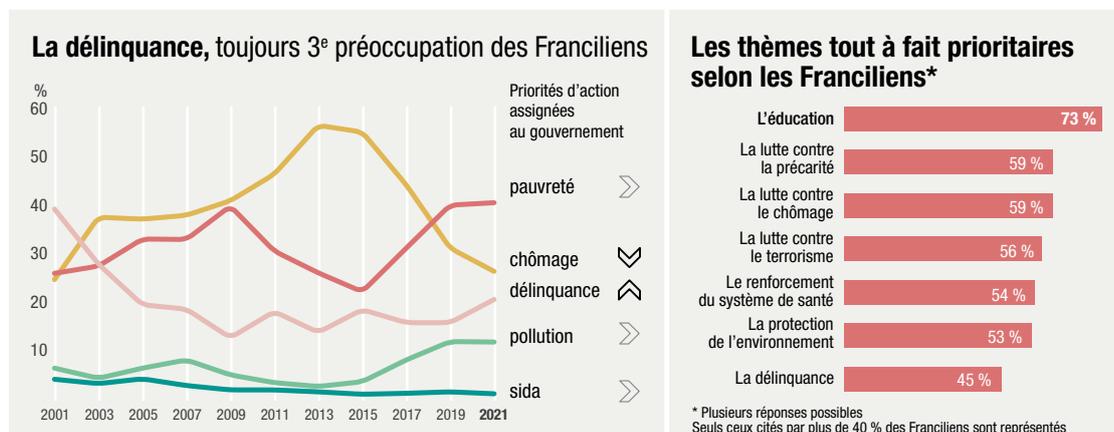
de témoignages localisés sur huit sites. Les retours d'expérience et les points de vue croisés des acteurs concernés permettent de dresser un bilan nuancé, soulignant la diversité des cas de figure et les tendances de fond. Au final, la PSQ donne à voir des dynamiques variables selon les territoires. Dans une *Note rapide*, parue quelques mois après l'étude, L'Institut a analysé les déclinaisons franciliennes de cette réforme à portée variable, censée prévaloir partout en France, tant dans les zones urbaines, couvertes par la police nationale, que dans les zones périurbaines et rurales, couvertes par la gendarmerie nationale.

LA SURVEILLANCE EN QUESTIONS

Depuis le début de la crise sanitaire liée à la Covid-19, les libertés publiques et la surveillance des déplacements de la population sont au cœur des préoccupations. Des expérimentations et des évolutions réglementaires ont accompagné cette crise pour faire respecter les consignes sanitaires, limiter la propagation du virus, et accroître la surveillance et le contrôle de la population. Si certaines technologies numériques sont promues à ce titre, leurs usages soulèvent cependant un certain nombre de questions. Une *Note rapide* (n° 899) fait le point sur la situation.

SIG SÉCURITÉ

En 2021, l'Institut Paris Region a enrichi son système d'information géographique (SIG) avec de nouvelles données sur la sécurité en Île-de-France qui permettent de mieux visualiser l'imbrication et l'articulation entre les différents services dédiés à la sécurité publique au sein de la région et à différentes échelles. Ces données géolocalisées viennent compléter plusieurs travaux, notamment ceux sur les enjeux de gouvernance de la sécurité publique ou encore sur le développement des polices municipales.



© L'INSTITUT PARIS REGION 2021 – Pictogrammes © 123rf Jeremy
Sources : enquêtes Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France de 2001 à 2021, L'Institut Paris Region



SPORT

DOSSIERS DE L'IRDS

En 2021, la production des *Dossiers de l'IRDS* a été conséquente, avec pas moins de cinq numéros. En janvier, il s'est interrogé sur la pratique sportive non encadrée, prépondérante chez les adultes franciliens : dans quelles conditions est-elle pratiquée ? Comment mieux l'accompagner ? En mars, il a exploré la diversité des formes d'innovation dans le sport, terrain propice à l'expérimentation. En avril, il a étudié l'offre francilienne de pratique sportive dans les structures privées commerciales. Un dossier paru en juin décrit comment le sport s'est inscrit dans le contexte du confinement et quelles sont les envies des Franciliens pour l'avenir. Et enfin, en partenariat avec l'Insee, l'IRDS a fait le point sur les données économiques de la filière sport en Île-de-France.

UNE TRAME LUDIQUE

L'IRDS a réalisé une étude pour l'EPT Plaine Commune afin de définir le schéma d'intention d'une « trame active, ludique et sportive » sur le territoire, et ainsi explorer et proposer des bonnes pratiques d'aménagement en faveur de l'activité physique dans l'espace public et dans tous projets d'aménagements. À l'approche des Jeux, ce projet vise à promouvoir l'activité physique au sens large (y compris ludique) dans l'espace public, qu'il s'agisse de pratiques organisées ou libres. Une *Note rapide* (n° 902) a été tirée de cette expérience afin de promouvoir le concept.



SPORT ET DESIGN ACTIF

L'Agence nationale de la cohésion des territoires et Paris 2024 travaillent de concert autour du programme Action Cœur de Ville et du label Terre de Jeux 2024. Ensemble, ils ont produit le *Guide du design actif* avec la contribution d'un groupe pluridisciplinaire composé d'architectes, médecins, sportifs, sociologues, urbanistes, géographes, au sein de structures telles que le PUCA, la Cité du design, la Cité de l'architecture, l'APUR ou encore l'IRDS. Ce guide, souhaité comme un outil opérationnel à destination des

collectivités labellisées, a pour objectif d'initier au concept de design actif tout en donnant des clefs de cadrage dans le développement de dispositifs et de projets de cette nature.

DIAGNOSTIC TERRITORIAL DU SPORT

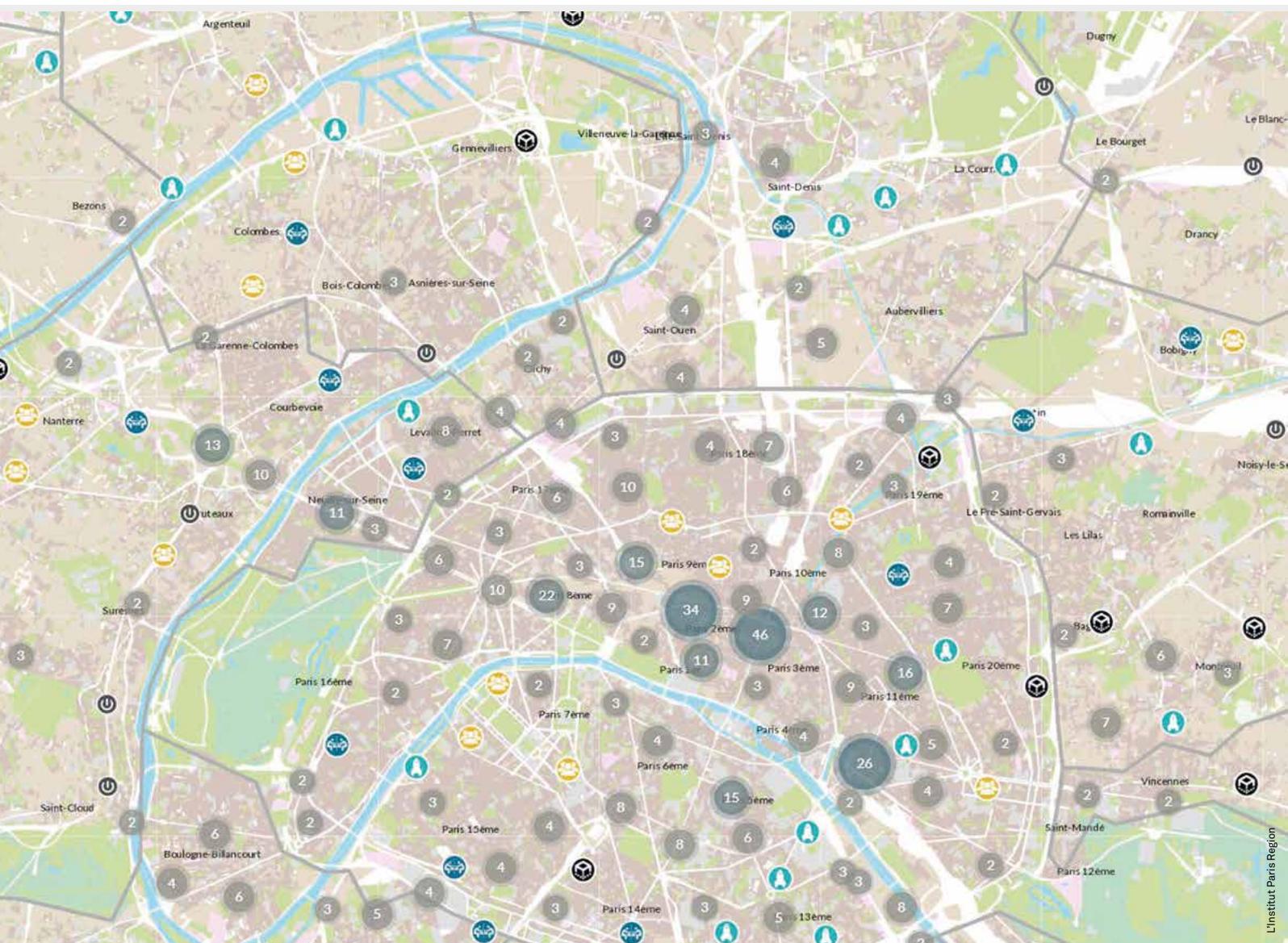
La création des Conférences régionales du sport sur le territoire français a pour but de définir un projet sportif territorial (PST) dans chaque région. Chaque PST s'appuie sur un état des lieux initial du sport dans des domaines fixés par la Conférence. En Île-de-France, la Conférence, installée depuis mai 2021, s'est adressée à l'IRDS pour produire ce diagnostic s'articulant autour de neuf axes : inégalités d'accès aux activités physiques et sportives ; équipements sportifs ; sport-santé ; handicap dans le sport ; prévention et lutte contre les incivilités, les violences et les discriminations ; formation, emploi, insertion ; engagement et bénévolat ; haut niveau ; sport professionnel.

Cet état des lieux à 360° du sport en Île-de-France constitue un bon point d'appui au projet sportif territorial francilien. Il a fait l'objet de deux restitutions en date du 29 septembre et du 21 octobre 2021.

SPORT SUR ORDONNANCE

En 2021 une fiche #Sportinnov a été réalisée sur le dispositif sport-santé de la ville d'Argenteuil, particulièrement touchée par les problèmes de surpoids, d'obésité ou de diabète. Face à ces indicateurs de santé dégradés, la commune a lancé un dispositif « sport sur ordonnance ». L'IRDS s'est attaché à retracer la genèse de ce dispositif et son fonctionnement afin de permettre à d'autres collectivités de s'inspirer de cette expérience.





FORMATION, CARTES ET DONNÉES, COMMUNICATION

À la fois centre de ressources documentaires et de formation, de production et de diffusion des savoirs et des données, lieu d'échanges et de débats entre acteurs, chercheurs et décideurs, L'Institut Paris Region donne des clefs pour décrypter, comprendre et agir en Île-de-France.

FORMATION ET RECHERCHE

DIALOGUE DÉCIDEURS-CHERCHEURS

L'Institut a proposé en 2021 plusieurs formats de débats publics et dialogues entre décideurs et chercheurs sur des thèmes d'actualité. Chacun a fait l'objet d'une publication. Les ressources (podcasts, vidéos, diaporamas) ont été mises en ligne sur le site web.

Un nouveau cycle 2021-2022 de « Petits-déjeuners décideurs-chercheurs » sur le thème « Inventons nos futurs » a été mis en place. En 2021, deux rendez-vous ont été proposés, le premier sur les usages des datalabs (juin), le second sur les transferts des pratiques environnementales entre maison et bureau (septembre).

Le cycle de conférences 2020-2021 intitulé « L'Intranquillité des territoires. Crises, résiliences, basculements » a présenté trois conférences sur les échelles de la biodiversité (février 2021), l'énergie et les choix stratégiques (mars 2021) et les déchets et le métabolisme des villes (avril 2021). Il associe L'Institut, l'école nationale supérieure d'architecture de Paris Belleville (ENSAPB) et le Comité d'histoire du Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. Une synthèse a été publiée en septembre 2021. Le nouveau cycle 2021/2022 intitulé « Aménagements urbains en Ile-de-France. Manières de dire, manières de faire » a pris le relai avec une première conférence en novembre 2021 qui s'est



appuyée sur trois témoignages d'aménageurs revenant sur les bouleversements de leur rôle des années 1980 aux années 2020.

FORMATIONS POUR ÉLUS ET PROFESSIONNELS

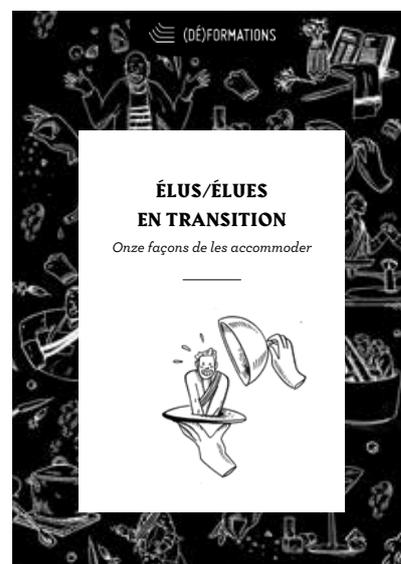
En 2021, L'Institut a réalisé une dizaine de formations à destination des professionnels et des élus. Fondées sur nos travaux les plus actuels et sur les compétences de nos spécialistes et de notre réseau de partenaires, ces formations ont accompagné la montée en compétence des professionnels et élus sur différents enjeux clés, par exemple : gouvernance et institutions, immobilier d'entreprise, revitalisation des centres villes, division pavillonnaire, vente de logements sociaux, intermodalités, biodiversité, gestion écologique des espaces de nature en ville, quartiers durables, agriculture urbaine, fondamentaux de l'urbanisme. Bénéficiant de l'agrément en matière de formations élus et de la certification Qualiopi, L'Institut a aussi proposé des formations « à la demande », ainsi que des modalités pédagogiques innovantes (visites, ateliers, classes inversées).

DÉFORMATIONS

L'Institut Paris Région et la 27^e Région, avec l'appui de l'agence Partie Prenante et du designer Norent Saray-Delabar ont poursuivi en 2021 leur programme de recherche-action intitulé *(Dé)formations*. D'une durée de deux ans (2020-2022), il

s'inscrit dans le cadre du programme TIGA (territoires d'innovation de grande ambition) « Construire au futur, habiter le futur », porté par la Région Île-de-France. Son objectif est de renouveler les contenus et formats des formations des élus péri-urbains et ruraux, pour qu'ils trouvent des réponses plus adaptées aux enjeux, souvent paradoxaux, qui traversent leurs territoires et pour qu'ils gagnent des marges de manœuvre individuelles et collectives face aux enjeux de transition écologique mais aussi démocratiques, sociaux ou économiques.

En 2021, un cahier d'idées a été publié, *Élus en transition. Onze façons de les accommoder*, ainsi qu'une dizaine d'articles en ligne. Plusieurs expérimentations impliquant des élus et de nombreux partenaires (collectivités locales, CAUE, CERDD...) ont été menées sur des sujets concrets comme l'énergie ou l'urbanisme transitoire, en usant de méthodes innovantes (comme les élus enquêteurs ou la non-conférence). Ce programme, qui implique plusieurs départements de L'Institut, sera finalisé en 2022.



GÉOMATIQUE ET REPRÉSENTATIONS DE LA DONNÉE

ACCOMPAGNEMENT NUMÉRIQUE DE LA RÉGION

L'Institut contribue à une dizaine des 26 services proposés par la plate-forme régionale Île-de-France Smart services (ISS). L'Institut a été mobilisé sur plusieurs projets pour accompagner la Région dans la démarche « smart services » de sa plate-forme numérique : inventaire des données utiles aux services ; constitution du double numérique francilien, mise à disposition de la maquette 3D de L'Institut comme socle mobilisable pour alimenter la plate-forme ; ressources internes en accompagnement de projets portés par ISS.

La maquette 3D a été actualisée et améliorée (intégration de bâtiments, reconnaissance des arbres, des toitures et parkings grâce à l'intelligence artificielle). Ces améliorations permettent d'alimenter des travaux, notamment sur les gisements solaires des toitures ou encore les parkings pouvant accueillir des ombrières.

L'Institut contribue également à la mise en place et à l'alimentation de l'infrastructure de données géographiques (IDG), Géo Île-de-France, nouvelle compétence introduite par la loi NOTRe. Il participe auprès de la Région aux ateliers et échanges dédiés à cet IDG, qui sera intégré dans la plate-forme ISS.

MOS, DENSIMOS, DENSIBATI

Densimos et Densibati sont le résultat des croisements entre l'estimation de la

répartition de la population et des logements de l'Insee sur les zones d'habitat du mode d'occupation des sols (Mos) pour le premier (Densimos) et sur les bâtiments de la BD Topo pour le second (Densibati). Cette dernière base de données est devenue le référentiel national de gestion de crise. Elle est mise à jour dès réception du nouveau millésime Mos.

CARTOVIZ ET CARTOTHÈQUE

Un nouveau Cartoviz a été développé, dans le cadre du programme CEE RECIF (rénovation des immeubles de copropriété en France). Il propose une cartographie visualisant les besoins et les dynamiques de rénovation énergétique des copropriétés franciliennes. Un cartoviz des constructions bois et biosourcées, réalisé en partenariat avec Fibois Île-de-France, illustre la diversité des constructions et les territoires particulièrement actifs.

L'Équipomètre a fait peau neuve. Intégré dans Cartoviz, il propose de nouvelles fonctionnalités comme la consultation détaillée des indicateurs (avec comparaison à l'intercommunalité ou à la région), ainsi qu'un onglet sur l'accessibilité des équipements en voiture ou en transport en commun. Des fiches communales sont téléchargeables depuis l'application.

La création d'un cartoviz logement est venue pallier un manque récurrent en permettant de regrouper dans un même espace des données éparpillées

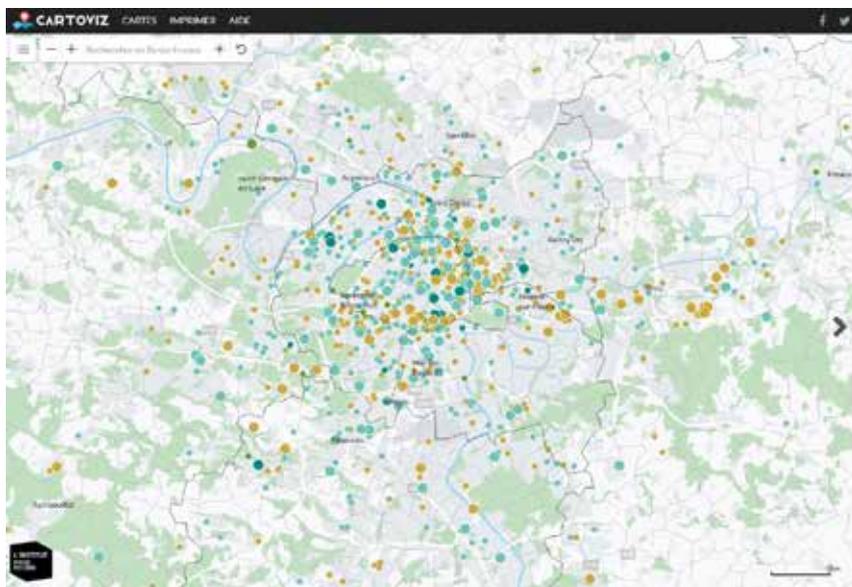


sur différents sites et dans différentes bases.

Par ailleurs, une nouvelle carte A1 du parc social a été présentée à l'occasion du Congrès HLM le 28 septembre à Bordeaux et une nouvelle version de la carte sur les lieux touristiques et de loisirs en Île-de-France est sortie en 2021, intégrant le réseau Véloroute et les réseaux de transports en commun.

ÇA MOUSSE EN ÎLE-DE-FRANCE

L'Institut a remporté le 3^e prix du concours de poster ESRI 2021, avec « Ça mousse en Île-de-France », qui recense les 136 lieux de fabrication de bières artisanales dans la région.



CONSTRUCTIONS BOIS ET BIOSOURCÉES EN ÎLE-DE-FRANCE

Constructions bois et biosourcées en Île-de-France

Marché en plein essor mais encore peu connu et étendu, les constructions bois et biosourcées prennent racine en Île-de-France. Afin de mieux les connaître, un travail d'habitat de base de données a été réalisé par l'Institut Île-de-France, en partenariat avec Fibois Île-de-France et les données géographiques fournies par l'Insee sur les 136 lieux de fabrication de bières artisanales par la Région Île-de-France, l'ADEM Île-de-France, en partenariat avec Fibois Île-de-France et les données des filières locales et nationales.

Cette cartoviz, réalisée par l'Institut Paris Région en partenariat avec Fibois Île-de-France, illustre la diversité des constructions et les territoires particulièrement actifs. Elle valorise les constructions bois modernes réalisées sur projets par défaut de cadre de loi et de base de données géographiques nationales de l'Insee sur les 136 lieux de fabrication de bières artisanales. Les données ont été enrichies par plus de 5 000 adresses et sont mises à jour par une table plus régulière.

Cliquez sur une commune pour accéder à l'ensemble des constructions du territoire. Le filtre de recherche vous permet de filtrer une construction en particulier, une commune ou un secteur de la région.

CARTOVIZ EN VERSION BETA

Cette carte a un statut de beta et sera complétée avec de nouvelles fonctionnalités et une actualisation de la base de données associées. Pour être informé, sur le prochain état de l'application, contactez l'Institut Paris Région ou la Communauté de l'Institut.

Pour plus d'informations techniques sur les bâtiments et les adresses, vous pouvez accéder à consulter les cartes de données associées : France des constructions bois en France - Constructions bois - Contact - Institut Paris Région - Membre Institut Paris Région et des autres acteurs locaux.

AREC **FIBOIS**

FILTRES DE LA CARTE

• Type de bâtiment

COMMUNICATION ET DOCUMENTATION

LE PLATEAU TV, UNE FORMULE GAGNANTE

Après s'être emparé des webinaires pour maintenir une communication ouverte et dynamique vers l'extérieur en pleine crise Covid, L'Institut a lancé en 2021 une nouvelle série de contenus vidéo avec des émissions configurées en plateau télé, animées par un journaliste et diffusées en direct sur YouTube. La première programmation a mis en présence un chercheur, un politologue, un maire... et des experts de L'Institut à l'occasion de la sortie du *Cahiers* « Aux actes citoyens ». La formule, reconnue et appréciée pour sa qualité éditoriale et esthétique, est vouée à perdurer. À cette fin, un local doté d'équipements spécifiques sera aménagé en 2022.

DES ÉDITIONS VENT EN POUPE

2021 fut une année riche en éditions, marquée par une première, un partenariat signé avec les Presses universitaires de France pour la coédition de la dernière livraison des *Cahiers* de L'Institut : « Fragiles métropoles — Le temps des épreuves » (n° 179). Cet ouvrage, qui réunit les regards croisés d'une cinquantaine de chercheurs, a mobilisé les équipes de L'Institut tout au long d'un semestre avant d'être distribué en librairie, début janvier 2022. Sa parution a rencontré un excellent accueil critique. Succès également au rendez-vous pour son prédécesseur de quelques mois, le n° 178 : « Aux Actes Citoyens ! Quand les initiatives citoyennes bousculent l'action publique », qui a eu les honneurs de notre premier « plateau télé » en octobre. Outre ces deux *Cahiers*, nous avons renoué avec la publication d'un atlas de l'Île-de-France — *Les Franciliens - Territoires et Modes de vie* — et sorti deux éditions des *Carnets pratiques*, le premier sur l'aménagement circulaire et le second sur la santé dans les documents d'urbanisme. Le rythme des *Note Rapide* n'a pas faibli : encore près de 60 en 2021 ! Au titre des périodiques, l'IRDS a produit cinq de ses *Dossiers* et l'ORS neuf *Focus Santé*. Une quarantaine de rapport d'études ont été publiés. La plupart des éditions sont valorisées sur le site et les réseaux sociaux par des vidéos, débats filmés, interviews... afin de leur donner toute la visibilité qu'elles méritent.



Cécile Lavallant/L'Institut Paris Region

UN PÔLE DIGITAL MULTI-FACETTES

En 2021, l'ensemble des sites internet de L'Institut ont récolté plus de 600 000 visites et près d'un million de pages ont été vues. Véritable pôle de ressources pluridisciplinaires sur l'Île-de-France, le site de L'Institut et de ses départements dédiés (ARB, AREC, ORDIF, ORS, IRDS) proposent en libre accès des centaines de contenus dans différents formats : publications, chroniques, cartographies, infographies, applications interactives, podcasts, vidéos. Les sites sont appuyés par un volant de réseaux sociaux et de newsletters dont les adhésions ne cessent de progresser.

UN BEL ÉCHO MÉDIATIQUE

Avec quelques 665 retombées directes dans la presse en 2021 (dont 81 % dans la presse écrite) et plus de 600 reprises numériques d'articles papier, les travaux et les champs d'études de L'Institut rencontrent un bel écho médiatique, dans la presse spécialisée comme dans les médias plus grand public, à diffusion locale, régionale et nationale.

PORTAIL DOCUMENTAIRE

Le portail web mis en service en 2020 offre aux utilisateurs externes la possibilité de faire des recherches dans les fonds documentaires et iconographiques et d'accéder à près de 5 000 documents en texte intégral, à des sélections d'articles, photos et ouvrages parmi les publications récentes dans tous les domaines d'intervention de L'Institut, sans oublier la revue de presse quotidienne réalisée par la médiathèque.

En 2021, les processus d'intégration et de suivi ont évolué : gestion de tout type de documents, y compris pages web, vidéos, podcasts ; import des photos, administration des vues et index simplifiés ; possibilité de créer des dossiers thématiques ; gestion du flux de travaux (*workflow*) pour faciliter le suivi des processus documentaires

LE CONFINEMENT EXPOSÉ

La Médiathèque de L'Institut s'intéresse depuis longtemps aux approches sensibles de connaissance d'un territoire, mettant en perspective les travaux des experts, via ses expositions et ses partis-pris. En 2021, elle a confié à deux photographes, Jean-Michel Sicot et Manolo Mylonas, la réalisation de deux expositions virtuelles sur l'expérience singulière que fut celle du confinement.

PHOTOREPORTAGES

Afin de garder une trace des évolutions d'une Région en profonde transformation, L'Institut lance régulièrement des reportages photographiques ciblés. En 2020, près de 360 photos sur les belvédères franciliens ont été prises, dont près de 200 ont déjà été utilisées. En 2021, 35 reportages ont été réalisés et 1 101 photos intégrées dans le fonds, 440 prises par drone (carrières, renaturation, énergies renouvelables) et 661 prises au sol : projets architecturaux, Corniche des Forts, Cycle Terre, transformations de l'Île-de-France, collecte biodéchets, habitat intergénérationnel... Près d'un tiers des images issues de ces reportages a déjà été utilisé (expositions, sites web, publications).



VIE DE L'ENTREPRISE

Une année Covid après l'autre, L'Institut a su s'adapter à un contexte mouvant pour mener à bien ses missions et son programme d'étude dans des conditions de (télé)travail inédites, selon les évolutions des protocoles sanitaires successifs.

DE « NOUVEAUX » ACCORDS

Au 1^{er} septembre 2019, le personnel de la fondation reconnue d'utilité publique IAURIF a été transféré à L'Institut. Ce transfert prévoyait la reconduction à l'identique des « stipulations conventionnelles applicables aux salariés ». Aussi, la direction et les organisations syndicales ont signé de nouveaux accords reprenant l'ensemble des dispositions visées. Les éléments et dispositions obsolètes ont été modifiés ou mis à jour, et certains accords ultérieurs ont été ajoutés en fonction des thématiques. Ces nouveaux accords, ainsi que l'actualisation de l'accord de télétravail, ont été signés entre le 15 mars et le 10 novembre 2021. Ils ont été complétés par la signature de deux nouveaux accords en septembre, sur le droit à la déconnexion et sur la formation. Enfin, les dispositions de l'accord sur la retraite supplémentaire, le dernier permettant de boucler l'engagement pris au moment du transfert, ont été reprises sous forme d'une décision unilatérale de l'employeur en juin 2022.

FORFAIT MOBILITÉS DURABLES

Mis en place le 1^{er} octobre 2021, ce forfait s'adresse à tous les salariés, hormis les stagiaires.

Il s'agit d'une prise en charge par l'employeur des frais engagés par les salariés qui utiliseraient un vélo, un service de covoiturage, les transports publics (hors abonnement) ou autres services de mobilité partagée. Il s'applique au trajet

domicile-travail de plus d'un kilomètre et ne peut dépasser le plafond de 500 € par an. Chaque année les salariés devront choisir entre la prise en charge à 50 % de l'abonnement aux transports publics et le forfait mobilité durables.

ALLEZ UP!

La création de la nouvelle cafétéria et la montée en puissance du télétravail ont amené la direction à réfléchir sur le système de restauration destiné aux salariés de L'Institut. Le confinement, le télétravail massif et la fermeture du RIE Héron Building ont accéléré cette réflexion. Après discussions avec les représentants du personnel, le choix s'est porté sur la mise en place de cartes titres restaurant et celui du prestataire sur le groupe UP (anciennement Chèque-déjeuner).

UNE NOUVELLE SIGNALÉTIQUE

Au premier trimestre 2021, une nouvelle signalétique a été apposée sur les façades de l'immeuble, rue Falguière et rue Antoine Bourdelle, arborant le nouveau logo de l'association L'Institut Paris Region. Les salariés, absents pour cause de confinement, ont pu la découvrir grâce à une communication Intranet.

DE PROTOCOLE EN PROTOCOLE

Pour s'adapter à la pandémie de COVID-19 selon la voix de l'État, L'Institut a mis en place pas moins de 12 protocoles différents de janvier à décembre 2021, en relation avec les membres du CSE,

le médecin du travail et la direction, afin de faciliter la vie professionnelle et préserver la santé de tous ses salariés. Des aménagements horaires ont été accordés, le télétravail facilité, y compris en mode « dégradé », tout en favorisant le mieux possible le sens du collectif et les relations interprofessionnelles.

ACCUEIL DES NOUVELLES RECRUES

L'Institut connaît tous les ans un turnover de l'ordre de 5 à 8 départs de CDI compensés par autant de recrutements en CDI. Et il recrute tous les ans du personnel temporaire et accueille nombre de stagiaires.

En 2021, 8 CDI, 13 CDD, 8 contrats d'apprentissages ou de professionnalisation et 32 stagiaires ont été accueillis à L'Institut. Régulièrement, des sessions d'accueil sont organisées pour présenter L'Institut aux nouveaux arrivants. En 2021, la crise sanitaire a inversé le scénario et redistribué les rôles. À la traditionnelle visite physique de l'immeuble, des bureaux et de ses occupants s'est substituée une visioconférence au cours de laquelle les 17 nouveaux salariés (CDI) embauchés entre mars 2020 et mars 2021 se sont présentés dans un pitch de 3-5 minutes décrivant leurs parcours professionnels et leurs missions à L'Institut. Cette rencontre virtuelle a permis de découvrir le parcours, la voix et le visage de ces nouveaux collègues et de renforcer des liens internes parfois distendus par les confinements successifs.



L'Institut Paris Region

LISTE DES PUBLICATIONS

Les rapports d'études

URBANISME ET TRANSPORTS

- *Montréal, Bonaventure project. From expressway to city boulevard case study*
- *New York, West Side Highway from expressway to city boulevard: case study*
- *Programme et gestion des parcs de loisirs. Deux cas inspirants : Montréal et Lyon*
- *Atlas d'Est Ensemble 2021. Mutation d'un territoire du Grand Paris*
- *Les mutations du secteur touristique. Enjeux et perspectives pour un tourisme durable dans la Vallée de la Seine*
- *Foncier d'activité économique et logistique. Cahier Enjeux et perspectives Vallée de la Seine*
- *Intermodalité et décarbonation des flux. Cahier Enjeux et perspectives Vallée de la Seine*
- *Les filières des matériaux de construction biosourcés. Cahier Enjeux et perspectives Vallée de la Seine*
- *La ville low-tech. Vers un urbanisme de discernement. Rapport final*
- *Évaluation du dispositif régional de soutien à l'urbanisme transitoire*
- *Communes, EPT, MGP. État des lieux et enjeux des relations financières dans le coeur d'agglomération*
- *Grand Paris. Histoire, enjeux, projets 2000-2021*
- *Le Grand Paris Express. Effets et opportunités de l'arrivée du nouveau réseau pour les territoires de grande couronne*
- *Fret et logistique dans l'Ouest francilien. État des lieux*

ENVIRONNEMENT

- *Les études de métabolisme territorial. État des lieux et perspectives*
- *Observations des ressources en Île-de-France. Missions de préfiguration 2019-2021. Tome 1 : proposition d'une méthodologie*
- *Restaurer les continuités écologiques en Île-de-France. Identification des secteurs prioritaires*
- *Les déchets ménagers et assimilés en Île-de-France : données 2019*
- *Financement du service public des déchets. Quelle situation en 2019 ?*
- *ISDI, installations de stockage de déchets inertes, d'Île-de-France Données 2018-2019*
- *Rapport de suivi #1 du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) d'Île-de-France*
- *Carrières franciliennes : 6,3 millions de tonnes de déchets inertes pour leur remise en état. Données 2018-2019*
- *Parc des Hauteurs : portrait de la biodiversité*

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

- *Zones de cumul de nuisances et pollutions à Aubervilliers - Un diagnostic infra-communal approfondi pour améliorer la santé publique*
- *Covid-19, stratégie d'isolement*
- *Covid-19, circonstances de contamination et mesures de prévention*
- *Photographie des expositions aux risques professionnels*

en Île-de-France. Résultats de l'enquête Sumer 2017

- *Santé des mères et des enfants en Île-de-France*
- *Consommation de tabac, d'alcool et de cannabis chez les jeunes enfants en Île-de-France*
- *Potential de l'activité touristique dans les intercommunalités de l'Essonne. Positionnement de l'offre et potentiel des dépenses*
- *Aménagement économique des territoires. Théories & pratiques*
- *Covid-19 : des conséquences colossales et inédites sur l'activité aérienne, aéroportuaire et aéronautique de la Région Île-de-France*
- *Transformations de l'économie francilienne. Contribution à l'élaboration du SRDEII 2022-2028*
- *Les locations saisonnières en Île-de-France. État des lieux d'avant-crise*
- *Développer l'habitat en coeur de bourg et village. Comment produire un habitat qualitatif en respectant l'objectif ZAN ?*
- *L'action régionale en faveur des copropriétés dégradées en Île-de-France. 1- Bilan et contexte du dispositif 2- Annexes : monographies de sites soutenus par la Région*
- *L'habitat inclusif en Essonne*
- *La police de sécurité du quotidien sous l'angle des partenariats locaux. Regards croisés sur une réforme à portée variable*
- *Diplôme d'accès aux études universitaires. Évaluation pour l'Île-de-France*
- *Projections des jeunes en âge d'aller au lycée. Méthodologie et résultats*
- *Les usages du numérique dans l'enseignement supérieur*
- *Les Franciliens. Territoires et modes de vie*
- *La trame active, ludique et sportive. Schéma d'intention sur Plaine Commune*
- *Diagnostic territorial du sport*

Les Cahiers

- **N° 178** : Aux actes Citoyens !
Quand les initiatives citoyennes bousculent l'action publique

Les Carnets pratiques

- **N° 12** : Bâtir l'aménagement circulaire
- **N° 13** : Intégrer la santé dans les documents d'urbanisme

Note rapide (58)

- **N° 880** : Le mass transit au coeur des dynamiques d'emploi
- **N° 881** : Où innove-t-on en Île-de-France ?
- **N° 882** : Mobilité électrique et smart grids : une synergie à développer
- **N° 883** : Covid-19 : un choc qui oblige à transformer le modèle économique francilien
- **N° 884** : La pleine terre : nécessité d'une définition partagée dans les PLU
- **N° 885** : Le Parc des Hauteurs : laboratoire de la transition écologique ?
- **N° 886** : Territoires préférentiels pour le logement des jeunes Franciliens
- **N° 887** : La transition, un levier de développement

- pour les quartiers populaires
- N° 888 : La construction bois en Île-de-France : une dynamique bien engagée
- N° 889 : Une démographie étudiante dynamique, contrastée selon les bassins d'emploi
- N° 890 : Les toitures végétalisées : une évaluation des bénéfices écologiques en Île-de-France
- N° 891 : Les sites universitaires, des périmètres à aménager
- N° 892 : La culture du service gagne les réseaux de transport public européens
- N° 893 : Data centers : anticiper et planifier le stockage numérique
- N° 894 : Les chaufferies biomasse au service de la transition énergétique
- N° 895 : Produire plus, artificialiser moins : le logement social au défi du ZAN
- N° 896 : 1,8 million d'actifs « essentiels du quotidien » résident en Île-de-France : qui sont-ils ?
- N° 897 : Où habitent les actifs « essentiels du quotidien » qui travaillent en Île-de-France ?
- N° 898 : La culture diversement impactée par la crise liée à la covid-19 en Île-de-France
- N° 899 : Quelle surveillance de la population à l'ère de la Covid-19 ?
- N° 900 : De la ville minérale à la ville poreuse : évolution récente des doctrines de gestion de l'eau en milieu urbain
- N° 901 : Formes et fonctions des aménagements de l'eau dans l'agglomération parisienne
- N° 902 : Une trame pour inscrire l'activité physique et sportive au cœur du développement urbain
- N° 903 : La transition énergie-climat en expérimentation dans l'espace urbain francilien
- N° 904 : Les parcs naturels régionaux : un savoir-faire confirmé, tourné vers l'expérimentation
- N° 905 : L'économie circulaire : une opportunité pour les organismes HLM
- N° 906 : Mieux gérer l'eau à la surface : l'exemple de six quartiers franciliens
- N° 907 : L'écosystème quantique francilien accélère sa croissance
- N° 908 : Les franges franciliennes, futurs leviers de la coopération interrégionale ?
- N° 909 : Biothérapies et bioproduction : structurer et renforcer l'écosystème
- N° 910 : Une seconde chance grâce au diplôme d'accès aux études universitaires
- N° 911 : Les transformations de l'économie francilienne
- N° 912 : Le Grand Paris Express : des opportunités d'aménagement pour la grande couronne
- N° 913 : La police de sécurité du quotidien : déclinaisons franciliennes
- N° 914 : Mieux comprendre les peurs féminines dans les transports publics
- N° 915 : Brexit : quels impacts sur le fret transmanche et sur l'axe Seine ?
- N° 916 : Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France : quel bilan en période de crise sanitaire ?
- N° 917 : Vivre chez ses parents, une contrainte pour une partie des étudiants franciliens
- N° 918 : Acheter son logement en Île-de-France : aspiration partagée, engagement toujours plus lourd
- N° 919 : Réimplanter de l'activité économique sur des friches urbaines : quels sont les acteurs impliqués ?
- N° 920 : La trame lumineuse, un nouveau concept au service d'un environnement nocturne apaisé

- N° 921 : Reconnecter l'éclairage public aux besoins des usagers
- N° 922 : Le design actif des espaces publics : santé et convivialité
- N° 923 : Des heures de pointe aux jours de pointe, effets de la pandémie sur le mass transit en Île-de-France
- N° 924 : Taux de recyclage francilien : une grande marge de progression
- N° 925 : Déchets plastiques en Île-de-France : une production dispersée et un recyclage insuffisant
- N° 926 : Les professions vertes et verdissantes, des compétences essentielles à la transition écologique
- N° 927 : Une expérimentation à Évry-Courcouronnes pour développer l'attractivité de Grand Paris Sud
- N° 928 : Aspirations et préoccupations des jeunes Franciliens
- N° 929 : Requalifier les friches : un enjeu majeur de l'aménagement durable francilien

EN ANGLAIS :

- #42: *Private investment in rental housing: inspiring international examples?*
- #43: *How Covid-19 is forcing us to transform the economic model for the Paris Region*
- #44: *Green roofs: an assessment of ecological benefits in the Paris region*
- #45: *Datacenters: anticipating and planning digital store*
- #46: *Culture impacted to different degrees by the Covid-19 crisis in the Paris Region*
- #47: *Structuring and strengthening an ecosystem for biotherapies and bioproduction*
- #48: *Economic transformations in the Paris Region*
- #49: *The quantum ecosystem accelerates further in the Paris Region*

Les dossiers de l'IRDS (5)

- N° 40 : La pratique d'activités physiques et sportives non encadrées en Île-de-France
- N° 41 : Le sport, laboratoire et intégrateur d'innovations
- N° 42 : La pratique sportive des Franciliens en structure privée commerciale
- N° 43 : Confinement et pratiques sportives des Franciliens
- N° 44 : Activités et emplois sportifs en Île-de-France

#sportinnov

- Plus de 84 000 emplois dans la filière du sport en Île-de-France

Focus Santé de l'ORS (9)

- Le dépistage de la Covid-19 en Île-de-France en 2020
- Épidémiologie des principaux cancers en Île-de-France
- Les financements de la Région Île-de-France aux maisons de santé pluriprofessionnelles
- Covid-19, tests et stratégies de dépistage
- Covid-19 et mortalité : les Franciliens fortement affectés, mais de façon inégale
- Hospitalisations pour Covid-19 en Île-de-France. Déterminants socio-spatiaux de la morbidité sur la période de mars à mai et octobre à décembre 2020
- 765 000 travailleurs-clés franciliens répondent aux besoins fondamentaux de la population

- Les travailleurs « essentiels » en Île-de-France — Où travaillent-ils? Où résident-ils?
- Les travailleurs « essentiels » en Île-de-France — Qui sont-ils?

Fiches, guides, livrets, fascicules

- Enquêtes en herbe. Livret pédagogique
- La Rochelle : territoire zéro carbone. Fiche initiative ZEN
- Le groupe La Poste. Fiche initiative ZEN
- La Ville de Paris et la neutralité carbone. Fiche initiative ZEN
- Neutralité carbone et schémas régionaux. Fiche initiative ZEN
- La stratégie climat de Bouygues construction. Fiche initiative ZEN
- Le réseau ACTIFS : des relais locaux au service de la transition écologique
- Bilan de fonctionnement 2020 des chaufferies biomasse d'Île-de-France : diaporama
- Dix ans d'actions d'exemplaires du concours Capitale française de la biodiversité
- Élus/élues en transition. Onze façons de les accommoder

Synthèses, actes de débats et ateliers

- Vivre bien en Île-de-France : synthèse de la consultation des acteurs préalable à la révision du SDRIF
- À quoi sert l'évaluation environnementale? Synthèse du petit déjeuner décideurs-chercheurs du 24 novembre 2020
- À quoi servent les datalabs? Synthèse du petit déjeuner décideurs-chercheurs du 23 mars 2021
- Transfert des pratiques environnementales : entre maison et bureau. Synthèse du petit déjeuner décideurs-chercheurs du 10 septembre 2021
- L'intranquillité des territoires : crises, résiliences, basculements. Synthèse du cycle de conférences 2020-2021.

Chiffres clés et key figures

- Paris Region Facts and Figures 2021
- Chiffres-clés Grand Roissy-Le Bourget 2021
- Northeast Greater Paris Key Figures 2021
- Paris CDG & Le Bourget area Key Figures 2021
- Chiffres-clés de la région Île-de-France 2021
- Chiffres clés du sport 2021

Les chroniques et articles web

- Chronique de l'urbanisme tactique
- L'approche tactique dans l'espace public trace son chemin
- Chronique de la fiscalité locale
- Baisse de la fiscalité locale des entreprises : quelles conséquences en Île-de-France?
- Quelle autonomie des collectivités et intercommunalités après la loi de finances 2021?
- Incertitudes sur le partage de la fiscalité locale dans la Métropole du Grand Paris
- Chronique de la marche et de l'espace public
- Gardons les pieds sur terre

Cartes

- Les intercommunalités en Île-de-France
- Le parc social francilien
- Temps de trajet en voiture vers Châtelet, La Défense, Roissy et Orly
- Tourisme et loisirs en Île-de-France
- Ça mousse en Île-de-France

Cartoviz

- Rénovation énergétique des copropriétés
- Profils socio-sanitaires des communes
- Équipomètre
- Niveaux d'équipements et de services des communes et intercommunalités franciliennes
- Les tiers-lieux : de nouveaux espaces pour travailler autrement
- Les espaces de travail partagés — Coworking
- Biothérapies et bioproduction en Île-de-France
- Le logement en Île-de-France. Caractéristiques du parc, construction et coût
- Constructions bois et biosourcées en Île-de-France

Story maps

- La vallée de l'Orge aval
- Les quartiers durables : projets, dispositifs, innovations, enjeux

Activités de L'Institut

- Programme partenarial 2021. Approuvé par le conseil d'administration du 22 janvier 2021
- Rapport d'activités 2020
- Catalogue 2020 des publications de L'Institut Paris Region

HORS PROGRAMME PARTENARIAL

EN FRANCE

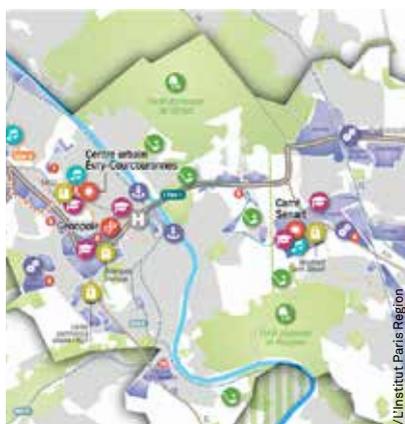
- **EPTB Seine Grands Lacs** : 3 études de vulnérabilités de territoires au risque inondation. Ceux du pays de Meaux et de Marne-et-Gondoire ont été achevés et celui du pays de Montereau engagé en 2021. Les retours d'expérience permettront d'élaborer un guide en 2022.
- **Ademe** : L'Institut et la CDC Biodiversité ont accompagné l'Ademe dans la structuration de ses engagements en faveur de l'objectif zéro artificialisation nette (ZAN) et la définition de l'appel à manifestation d'intérêt lancé au deuxième semestre 2021 pour accompagner les collectivités dans la déclinaison opérationnelle du ZAN. L'Ademe a également missionné L'Institut pour la réalisation de fiches individualisées aux quelques 800 intercommunalités ayant recours à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en France. Ces fiches ont été réalisées à partir d'une exploitation du fichier foncier national.
- **Grand Paris Sud** : mission en association avec Business France pour la construction d'une stratégie d'attractivité économique de Grand Paris Sud
- **Grand Soissons** : poursuite de la mission d'accompagnement de l'intercommunalité liée à la mise en œuvre de la stratégie d'attractivité en association avec Avisa Partners

À L'INTERNATIONAL

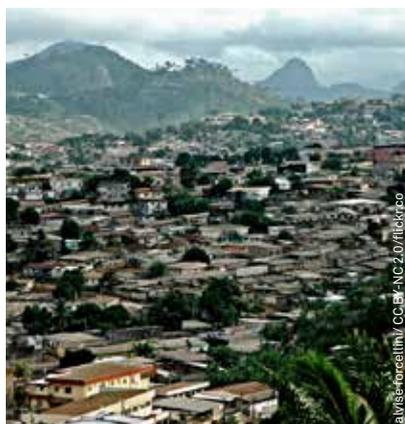
- **Projets européens** : L'Institut participe à de nombreux projets européens. Regreen et Artisan Life visent à favoriser et démultiplier les solutions fondées sur la nature. Clean Mobile Energy s'intéresse aux smart grids et à la mobilité électrique. Energee Watch travaille à la montée en compétence des autorités chargées de plans énergie-climat par des formations entre pairs. Cosme soutient les entreprises soucieuses de pratiquer un tourisme durable. L'objectif de Cost est de renforcer la coopération européenne en science et technologie par la mise en réseau de professionnels et chercheurs, en particulier dans le domaine du véhicule autonome et connecté (action Wise Act).
- **Ouzbékistan** : le ministère du Tourisme et des Sports de la République d'Ouzbékistan a sollicité L'Institut pour élaborer le plan de régénération urbaine du site de Shakhrisabz. Cette commande fait partie des activités d'appui de L'Institut auprès du gouvernement ouzbèke dans ses démarches techniques auprès du Centre du patrimoine mondial de l'Unesco en vue de sortir Shakhrisabz de la liste du patrimoine « en danger ».
- **Serbie** : en partenariat avec Suez Consulting, L'Institut apporte un appui technique centré sur le renforcement des capacités du ministère de l'Environnement et de ses partenaires pour la mise en œuvre de la loi sur le climat.
- **Tunisie** : depuis juin 2019, L'Institut, associé à Suez consulting et Dirasset, accompagne l'Agence foncière de l'Habitat dans l'élaboration de sa charte écoquartier. En 2021, L'Institut a livré un guide de mise en œuvre de la charte.
- **Maroc** : schémas directeurs d'aménagement urbain (SDAU) du Grand Tanger et du Grand Tétouan menés en parallèle. Les projets sont entrés dans la dernière phase consistant à engager la concertation officielle.
- **Cameroun** : l'Agence française de développement a accordé au groupement Suez Consulting, DVDH et L'Institut Paris Region la réalisation de l'étude de faisabilité pour l'aménagement du Trans-Yaoundé, un Bus Rapid Transit qui traversera Yaoundé du nord au sud sur 23 km.
- **Argentine** : L'Institut Paris Region accompagne la Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains pour élaborer une stratégie d'intervention sur les espaces publics de Buenos Aires (améliorer l'accès des populations vulnérables au réseau de transport en commun, augmenter la part de la marche et du vélo dans les déplacements). Une mission a été effectuée sur place en novembre 2021.
- **Italie** : L'Institut est impliqué dans le développement d'un appel à projets d'urbanisme transitoire et culturel dans le nord de l'Italie (Milan).



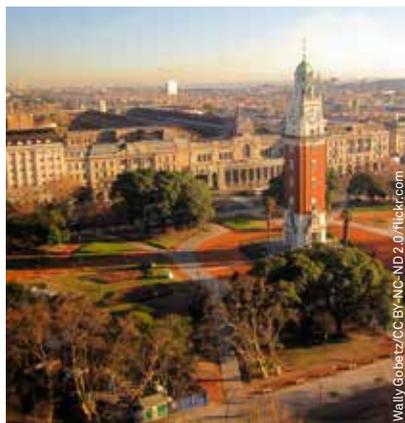
Seine Grands Lacs



L'Institut Paris Region



la vie forcet / CC BY-NC 2.0 / flickr.com



Wally Gobetz / CC BY-NC-ND 2.0 / flickr.com

LES MEMBRES DE L'INSTITUT PARIS REGION

AU 1^{er} JUIN 2022



**Présidé par Valérie Pécresse,
Présidente de la Région Île-de-France,
L'Institut comprend quatre collèges :**

Collège Région (17 voix)

- Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France et 13 conseillers régionaux
- Éric Berger, président du Ceser et 2 conseillers

Collège État (4 voix)

- Marc Guillaume, préfet de la Région Île-de-France, préfet de Paris
- La direction régionale de l'Insee
- La direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT - 2 représentants)

Collège collectivités (7 voix)

- L'établissement public interdépartemental Yvelines - Hauts-de-Seine
- Le conseil départemental de L'Essonne
- Le conseil départemental du Val-d'Oise
- Le conseil départemental de Seine-et-Marne
- L'Association des maires d'Île-de-France (Amif)
- La Métropole du Grand Paris
- L'EPT Grand Paris Sud Est Avenir
- L'EPT Est Ensemble
- L'EPT Vallée Sud – Grand Paris
- L'EPT Grand Paris – Grand Est
- L'EPT Grand Orly Seine Bièvre
- La CA Paris Saclay
- La CA Versailles Grand Parc
- La CA Saint-Germain Boucles de Seine
- PNR Oise Pays de France
- GIP Roissy-Meaux aéroport

Collège organismes (7 voix)

- La direction régionale de la Banque des Territoires
- BPI France
- La chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France
- L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)
- L'agence des espaces verts d'Île-de-France (AEV)
- L'office français de la biodiversité (OFB)
- L'établissement public foncier d'Île-de-France (EPF ÎDF)
- L'agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS)
- L'établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF)
- Île-de-France Mobilités (IDFM)
- RATP
- SNCF Transilien
- La Société du Grand Paris (SGP)
- L'EPA Paris Saclay
- IGN
- SNCF Réseau



Retrouvez les membres
de l'association
sur notre site internet :
<http://bit.ly/aglinstitut>



www.institutparisregion.fr



L'INSTITUT PARIS REGION
15, RUE FALGUIÈRE - 75740 PARIS CEDEX 15 - TÉL. : 01 77 49 77 49